

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE



MAYENNE  
communauté

# 2017



## **PARTIE I – LA PRESENTATION DE MAYENNE COMMAUNUTE**

### **A - La situation géographique**

### **B - Les données démographiques**

### **C - La situation économique**

## **PARTIE II– LE CONTEXTE NATIONAL: LA LOI DE FINANCES POUR 2017**

### **A – LA DGF et les autres dotations**

1. Les DGF
2. Les autres dotations

### **B – Les autres mesures de la Loi de Finances**

1. Le soutien à l'investissement local
2. Le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et communales
3. Les diverses mesures fiscales de la Loi de Finances

## **PARTIE III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017 DE MAYENNE COMMUNAUTE**

### **I LES RECETTES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

#### **A – Les ressources de fonctionnement de Mayenne Communauté en 2017**

1. Les recettes fiscales 2017
2. Les recettes non fiscales 2017

#### **B – Les dépenses de fonctionnement de Mayenne Communauté en 2017**

1. Les dépenses de personnel (chapitre 012)
2. Les charges à caractère général (chapitre 011)

- 3. Les subventions et autres charges de gestion courante (chapitre 65)
- 4. L'attribution de compensation

## **II LES RECETTES ET DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

- A – L'endettement**
- B – Les orientations du programme d'équipement**

## **PARTIE IV– LES ORIENTATIONS : ANALYSE PROSPECTIVE DE MAYENNE COMMUNAUTE**

- A – L' évolution des dépenses et des effectifs**
- B – La prospective financière**

## **PARTIE V – L' EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE MAYENNE COMMUNAUTE**

- A – Les déchets ménagers
- B – Le SPANC
- C – Le service prestations de services
- D – Le budget LEADER
- E – Les budgets des zones d'activités.

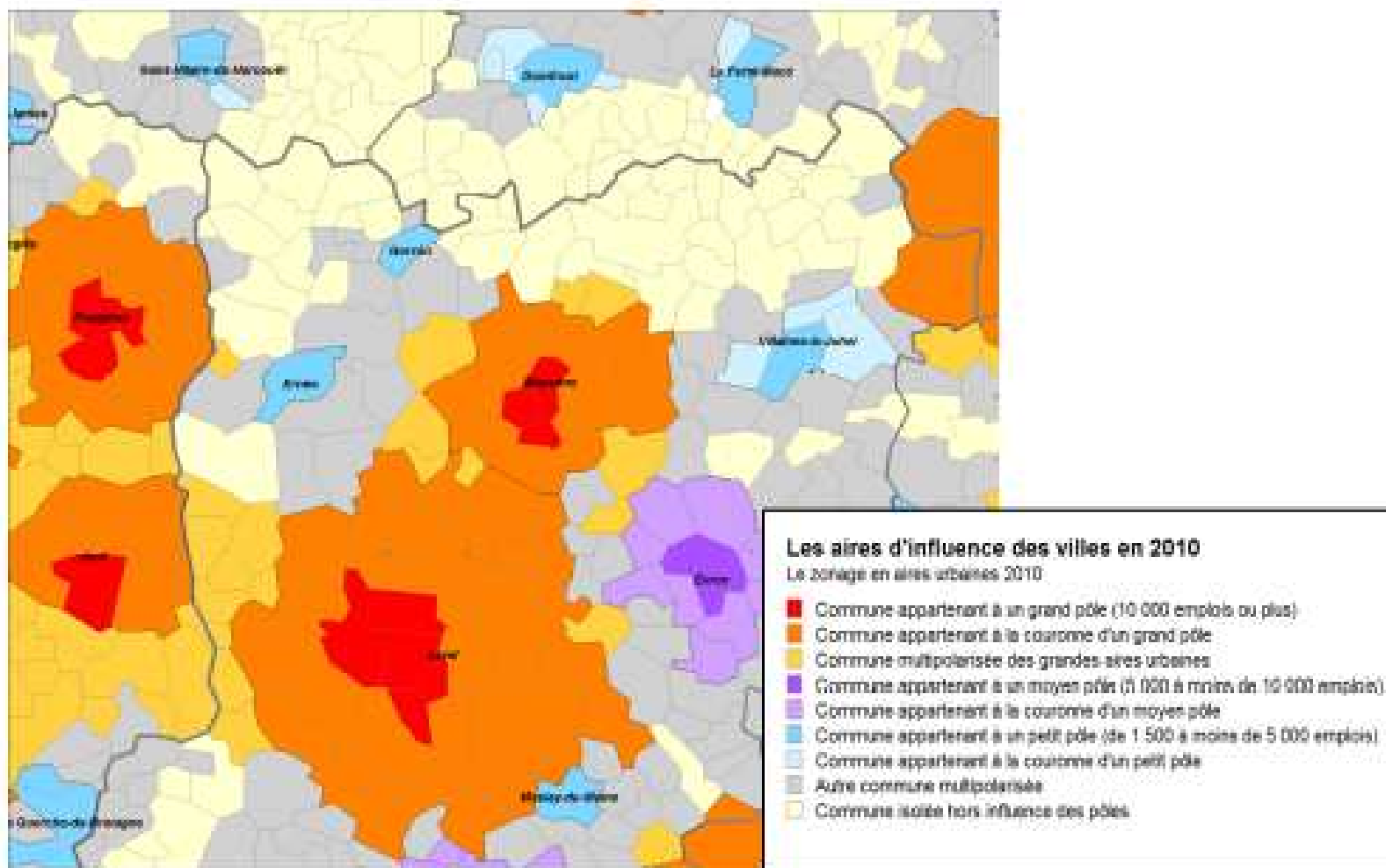
## PARTIE I – LA PRESENTATION DE MAYENNE COMMUNAUTE

### A La situation géographique de Mayenne Communauté

La Communauté de Communes de Mayenne Communauté (MC) située au nord du département de la Mayenne et à la limite du département de l'Orne, est composée de 33 communes sur 621 km<sup>2</sup> pour 37 344 habitants en 2013 (soit 60 hab / km<sup>2</sup>).



D'après les aires d'influence des villes (2010) de l'INSEE, la frange Sud de Mayenne Communauté est sous l'influence de l'agglomération voisine de Laval. La ville de Mayenne constitue le pôle principal de développement démographique et économique du nord du département qui connaît globalement un enclavement et une dévitalisation de ses espaces les plus ruraux. Les communes situées au nord de la communauté de communes répondent à la typologie « isolées hors influence des pôles ».



## B Les données démographiques

L'analyse de l'évolution démographique montre une croissance démographique modérée, avec certains contrastes.

- **Un tiers de la population concentrée sur la ville centre de Mayenne** (13 376 habitants sur un total de 39 357 habitants sur Mayenne Communauté). La commune de Lassay les Châteaux est en 2ème position avec 2 393 habitants.
- **Un taux de croissance annuel de la population en baisse** de 0.6% entre 1999 – 2008 à 0.4% entre 2008 – 2013. Cette croissance est due au dynamisme démographique des communes en dehors de Mayenne, et particulièrement des communes situées sur la frange sud du territoire, profitant de l'aire d'influence de l'agglomération de Laval.
- **Une croissance démographique liée davantage au solde naturel** (0.28% variation annuelle moyenne sur 2008-2013) qu'au solde migratoire (0.14%).
- Mayenne a perdu 348 habitants entre 1999 et 2013. Son taux de croissance annuel moyen est peu élevé, mais tend à augmenter : de -0,35 % sur 1999-2008 à 0,12 % sur 2008-2013. Cette croissance, sur 2008-2013, est due à un solde migratoire suffisamment important (0,23 % par an) pour compenser son solde naturel négatif (-0,11%). Bien que son poids démographique par rapport à Mayenne Communauté ait diminué depuis 1999, il est relativement stable depuis 2008 : 37 % en 1999, 34,5 % en 2008 et 34 % en 2013.
- Lassay les Châteaux a perdu 139 habitants entre 1999 et 2013 ; et son taux de croissance annuel moyen reste négatif (-0,42 % sur 2008-2013, -0,37 % sur 1999-2008). Sur 2008-2013, le solde migratoire annuel moyen est relativement élevé (0,92 %), mais ne compense pas le faible solde naturel annuel moyen (-1,29%). Cette situation est due, en grande partie, à la présence de 2 EHPAD comptant 190 places.
- **Une moyenne de 2,25 personnes par ménage**, avec une taille de ménage plus petite au nord du territoire et particulièrement sur Mayenne (moyenne de 1,94 personne par ménage). La taille moyenne des ménages est en diminution progressive (2,43 personnes par ménage en 1999).
- **Une forte proportion de personnes seules** vivant sur Mayenne (45% des ménages) et, dans une moindre mesure, sur Lassay les châteaux (35%) et davantage de couples avec enfants sur les autres communes (36%). Le constat est le même quant à la répartition des familles monoparentales (8 % et 7 % sur Mayenne et Lassay pour 5 % dans les autres communes).
- Globalement, la part des personnes vivant seules est en augmentation : 2,4 % par an entre 2008 et 2013.
- **Un indice de jeunesse en équilibre** (autant de personnes ayant moins de 20 ans que de plus de 60 ans), mais avec des disparités territoriales : une part plus importante de personnes âgées au nord, à Mayenne et Lassay les Châteaux.
- **Une population vieillissante** avec une part des plus de 60 ans en augmentation entre 2008 et 2013 (de 23 à 26%) et une proportion plus importante sur Mayenne (30%) et Lassay les Châteaux (37%). Les communes de Sacé et la Bazoge Montpinçon se démarquent par un indice de jeunesse (3,5 et 3,4) et une moyenne de personnes par ménage (3,11 et 3) élevés.
- Le principal générateur des flux domicile / travail se fait entre les communes de Mayenne Communauté : 69 % des actifs du territoire travaillent également et 37 % des actifs travaillent et vivent dans la même commune

## C la situation Economique

Le territoire constitue le 2ème pôle économique du département, après Laval Agglomération. Les activités se concentrent essentiellement sur la commune de Mayenne, avec comme principal employeur le Centre hospitalier du Nord Mayenne (1 100 salariés).

Le tissu économique se caractérise, d'une part, par quelques entreprises (pour une partie, familiales) ayant un développement au niveau national, voire international, et d'autre part, un réseau dynamique de PME et TPE. Le secteur de l'industrie tient une place importante, avec entre autres une présence marquée des filières agroalimentaire et imprimerie. Néanmoins, ce secteur industriel présente certaines fragilités avec une baisse du nombre de salariés depuis une quinzaine d'années.

Le taux d'actifs ayant un emploi est stable et proche de celui de département (70%), avec un taux de chômage relativement faible. Aussi, il est constaté certaines difficultés de recrutement en lien avec un réservoir de main d'œuvre restreint ainsi qu'une population active présentant une qualification relativement faible.

Le territoire dispose de peu d'établissements de formation initiale supérieure et souffre d'un manque d'attractivité en direction des salariés et leurs familles. Les salariés, non originaires du département, font généralement le choix de résider dans l'agglomération de Laval présentant une offre de services plus importante, plutôt que sur le territoire de Mayenne Communauté.

- **Un taux d'emploi de 0,98** (15 445 emplois pour 15 723 actifs occupés) témoignant d'un quasi équilibre économique, mais une diminution depuis 2008 du nombre d'emplois (-194) et d'actifs occupés (-162). Mayenne a perdu 406 emplois.
- **Une concentration des activités sur Mayenne** (en 2013, 10 041 emplois soit 65,5 % des emplois de MC).
- **un taux de chômage en hausse** (de 7,5 % en 2008 à 8,4 % en 2013) particulièrement marqué sur Mayenne (12%).
- Une part des agriculteurs et ouvriers plus importante dans certaines communes du Nord et de l'Est. Ces catégories peuvent atteindre respectivement plus de 15 % et 50 % des catégories socio professionnelles.
- **Les secteurs de l'industrie et de l'agriculture sont bien représentés.** La part des emplois dans l'industrie est plus importante que celle du département : 26 % pour 21 % sur le département. Sur Mayenne communauté, hors Mayenne, la part des emplois dans le secteur de l'agriculture est importante : 19 % pour 8 % sur le département.
- **Des revenus dans la moyenne du département** (revenu médian de 18 789€ par UC), mais présentant des disparités : revenus plus élevés pour Mayenne et les communes de sa première couronne ; des situations moins favorables pour les communes situées au nord. Le taux de pauvreté est particulièrement marqué sur Mayenne (12,6%) et l'ex CCHL (14%) comparativement à l'ex CCPM (9,6%) et au département (11%).
- **61,5% des ménages sont éligibles au logement locatif social.**



## PARTIE II – LE CONTEXTE NATIONAL : LA LOI DE FINANCES POUR 2017

La loi de finances 2017 s'inscrit dans la continuité de la baisse des concours financiers caractérisée par les éléments suivants :

- une accentuation de l'effort demandé aux Départements et aux Régions,
- l'abandon de la réforme de la DGF (Dotation Global de Fonctionnement),
- un allègement de la contribution au redressement des finances publiques pour le bloc communal au regard de ce qui était initialement prévu,
- une accentuation des baisses de compensation d'exonérations fiscales,
- l'écèlement de la dotation forfaitaire est désormais plafonné en fonction des recettes de fonctionnement,
- la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) est réformée avec une réduction de nombre de bénéficiaires, une modification de la pondération des critères d'éligibilité et de répartition, la suppression de la DSU cible, avec un abondement bénéficiant à l'ensemble des communes éligibles à la DSU, mais des coefficients de majoration permettant d'éviter un éparpillement de la dotation,
- l'enveloppe du FPIC ( Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales) est maintenue à 1 Milliard €, mais les situations individuelles seront très significativement modifiées en raison de la refonte du paysage intercommunal au 1<sup>er</sup> janvier 2017
- le coefficient de revalorisation des valeurs locatives est limité à 0,4 % en 2017, taux historiquement faible.

Les concours de l'Etat aux Collectivités Territoriales passent de 50,3Md€ affichés en loi de finances 2016 à 47,4Md€ en loi de finances 2017.

Le déficit public prévisionnel (y compris sécurité sociale) passerait sous le seuil des -3 % du PIB pour être ramené à - 2,7% du PIB en 2017 et s'établir selon les prévisions gouvernementales à 69,3Md €. La réalité dépendra du taux de croissance. Celui-ci a été estimé en loi de finances à 1,5% à un niveau identique à celui projeté en 2016.

Nous nous situons en dernière année du cycle de minoration de 12,5Md€ de la DGF (2014-2017) conformément au pacte de responsabilité et de solidarité traduit dans l'article 7 de la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2014-2017. Toutefois, pour 2017 le Gouvernement a allégé la part supportée par le bloc communal dont la contribution passe de 2,07Md€ à 1,035Md€ ce qui ramène la contribution des collectivités locales à 2,7Md€ en 2017.

	2014	2015	2016
Évolution en Mds €	-1,50	-3,67	-3,67

2017 avec LFI
-2,66



Répartition de l'effort entre les catégories de collectivités territoriales		
Catégories de collectivités	En Md€	En % du total
Bloc communal	1,035	39%
Départements	1,148	44%
Régions	0,451	17%
<b>Total</b>	<b>2,634</b>	<b>100%</b>

## A LA DGF et LES AUTRES DOTATIONS

La loi de finances pour 2017 abroge la réforme de la DGF adoptée l'an passé.  
**2017** est une nouvelle année de réduction des moyens financiers du bloc communal

ÉVOLUTION TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (en Mds €)			
	LFI 2015	LFI 2016	LFI 2017
ENVELOPPE NORMEE DONT DGF, COMPENSATIONS D'EXONERATION, MISSION RCT	47,9	44,9	42,7
FCTVA	5,6	6,0	5,5
<b>TOTAL CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>53,5</b>	<b>51,0</b>	<b>48,2</b>
<b>DEGREVEMENTS ET AUTRES</b>	<b>13,8</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>
<b>TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ETAT HORS FISCALITE TRANSFEREE</b>	<b>67,3</b>	<b>65,2</b>	<b>63,0</b>

## 1. La DGF

La réforme qui prévoyait la refonte complète de la DGF au 1<sup>er</sup> janvier 2017 est abrogée.

La DGF des EPCI a 2 composantes : la dotation d'intercommunalité et la dotation de compensation de la part salaires (ancienne part salaires de la taxe professionnelle).

La dotation d'intercommunalité est calculée en fonction du CIF (coefficient d'intégration fiscal) et du potentiel fiscal (sauf pour les communautés urbaines et les métropoles). C'est sur la dotation d'intercommunalité qu'est ponctionnée la contribution au redressement des finances publiques. La nouvelle carte intercommunale du 1<sup>er</sup> janvier 2017 avec la réduction drastique du nombre d'EPCI (-40% entre 2017 et 2016) pourrait avoir une incidence sur la dotation de notre EPCI. La loi de finances (article 138) relève le montant de la DGF par habitant de 45,40 € à 48,08 € pour les seules communautés d'agglomération. Pour les Communautés de Communes à fiscalité professionnelle unique (cas de Mayenne Communauté), la dotation par habitant est maintenue en 2017 à 24,48 €, montant stable depuis 2011.

La dotation de compensation de la part salaires devrait subir une baisse de 1,75% en 2017 (baisse qui sera ajustée par le comité des finances locales). Ci-après les baisses successives de la dotation de compensation part salaires depuis 2012 :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Réduction annuelle	-1,45%	-1,83%	-1,06%	-2,75%	-1,94%	<b>-1,75%</b>
Réduction cumulée	-1,45%	-3,25%	-4,28%	-6,91%	-8,72%	-10,34%

La contribution au redressement des finances publiques appliquée sous la forme d'une réduction sur la DGF en 2014, 2015 et 2016 est sanctuarisée en 2017. La réduction supplémentaire prévue en 2017 résulte de l'application d'un taux aux recettes de fonctionnement corrigées de 2015 (recettes réelles de fonctionnement nettes des produits exceptionnels, des atténuations de produits et des recettes liées à la mutualisation). Pour 2017, le taux de réduction annoncé est de 1,24%.

Taux applicable aux recettes n-2	communes	EPCI
2014	0,740%	1,050%
2015	1,841%	2,505%
2016	1,868%	2,480%
2017	0,94%	1,24%

## **2 Les autres dotations**

Les variables d'ajustement de l'enveloppe normée sont annoncées en baisse de 68,7% : compensation d'exonération fiscales, dotation unique de compensation de la taxe professionnelle. Ne sont pas variables d'ajustement les compensations d'exonération de taxe d'habitation personnes défavorisées qui montent en puissance en 2017 en raison des exonérations accordées en 2016 qui ont conduit à une réduction très significative des bases.

La loi de finances 2017 (article 33) renforce la péréquation verticale en augmentant les enveloppes de la Dotation de Solidarité Rurale et de la Dotation de Solidarité Urbaine de 180 millions chacune. La dotation Nationale de Préquation est maintenue à son niveau de 2016. Ces 3 dotations concernent les communes.

## **B LES AUTRES MESURES DE LA LOI DE FINANCES**

### **1. Le soutien à l'investissement local**

Le fonds de soutien à l'investissement local, créé en 2016, doté de 1 milliard d'€ est abondé pour atteindre 1,2 Mds€ en 2017.

Il se répartit en 3 enveloppes :

- 600 millions d'€ (contre 500 en 2016) pour les communes et EPCI distribués par les Préfets sur des projets d'investissement destinés : à la rénovation thermique, de transition énergétique et de développement des énergies renouvelables,

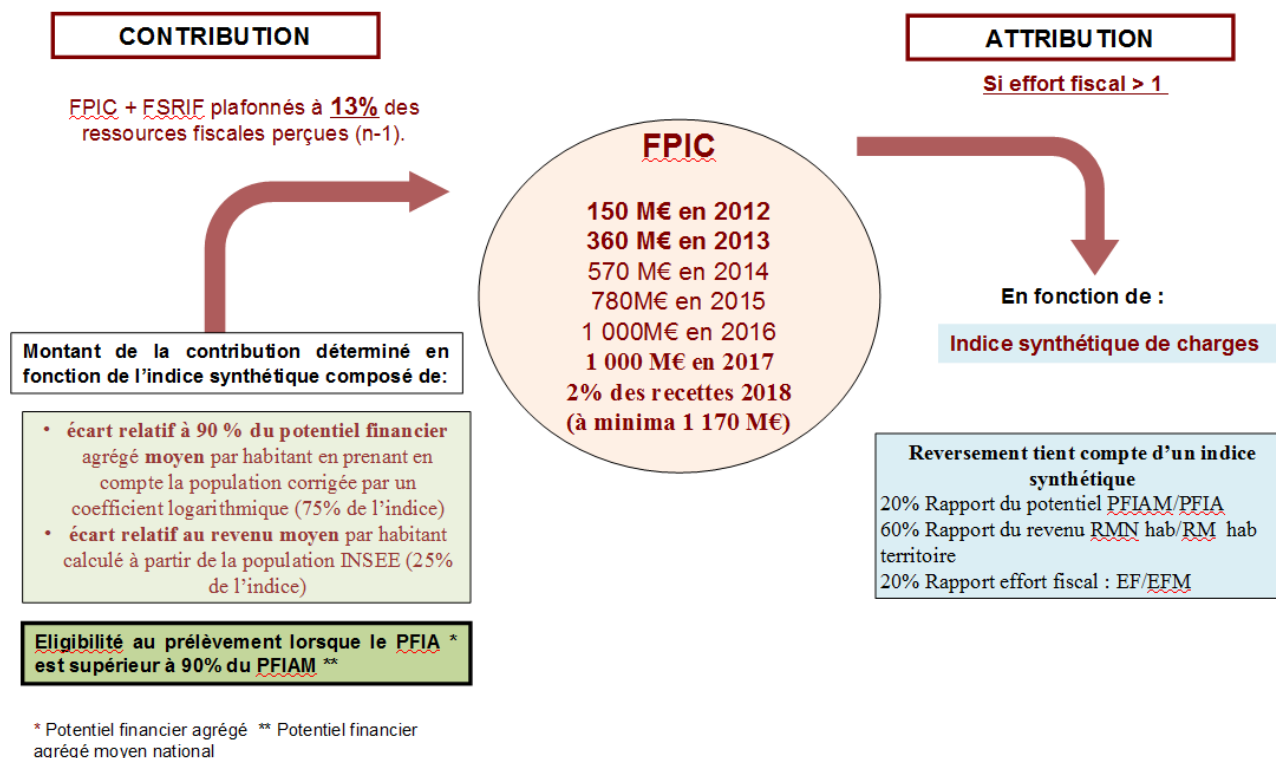
aux mises aux normes des équipements publics,  
au développement d'infrastructures en faveur de la mobilité,  
à des constructions de logements,  
à de la réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement de la population,  
au développement du numérique et de la téléphonie mobile  
à la sécurisation des équipements publics

- 300M€ distribués par les Préfets pour les communes de – de 50 000 habitants et appartenant à des unités urbaines de – de 50 000 habitants et à leurs EPCI. Lorsque les opérations concernées relèvent d'une compétence transférée par une commune éligible à un EPCI à fiscalité propre, celui-ci peut bénéficier, sur décision du représentant de l'Etat dans la Région, d'une subvention au titre de cette seconde part,
- 384M€ au titre de la DETR pour la porter à 1Md€ et 216 M€ pour financer les contrats de ruralité,

## **2. Le Fonds national de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)**

Après une progression de 210M€ chaque année depuis 2012, le FPIC devait atteindre 1 milliard d'€ en 2016 puis 2% des recettes fiscales des communes et des EPCI en 2017. Finalement en 2017, les ressources du fonds sont fixées à 1 Md€ comme en 2016 et ce ne sera qu'à compter de 2018 que les ressources du fonds seront fixées à 2% des recettes fiscales des communes et de leurs groupements (environ 1,2 Md€).

Ce gel de l'enveloppe du FPIC ne signifie pas un gel des contributions. Cependant, la refonte de la carte intercommunale de 2017 aura un impact significatif sur les territoires qui ne connaissent pas d'évolution de périmètre ce qui constitue un risque pour Mayenne Communauté.



En 2017, les règles de la contribution au FPIC sont les mêmes qu'en 2016 et 2015.

La contribution au FPIC est calculée sur l'indicateur de richesse du territoire (potentiel financier agrégé). Est contributeur au FPIC, l'ensemble intercommunal dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé par habitant moyen constaté au niveau national.

Le seuil de déclenchement du prélèvement en 2016 était de 581,265€/hab .

Si la Collectivité atteint le seuil de déclenchement, la contribution se calcule en fonction d'un indice synthétique composé à 75% de l'écart relatif entre le potentiel financier agrégé par habitant de l'EPCI et le seuil de déclenchement du prélèvement, et à 25% de l'écart relatif de son revenu par habitant au revenu par habitant moyen.

**Les règles d'éligibilité** au FPIC sont prorogées.

En 2017 comme en 2016, est attributaire du FPIC, l'EPCI qui dispose d'un effort fiscal supérieur à 1.

L'attribution au FPIC est calculée en fonction de l'indice synthétique de l'EPCI composé de 3 critères ( 60% au titre du revenu, 20% au titre du potentiel financier agrégé et 20% au titre de l'effort fiscal), multiplié par la population DGF 2017 de l'EPCI et par la valeur de point de reversement.

### 3. Les diverses mesures fiscales de la LFI 2017

Alors que la revalorisation des bases fiscales était de 1% en 2016, elle est fixée à 0,4% (article 99) par la loi de finances 2017. Ce coefficient (1,004) est le plus faible constaté depuis 2007. La loi de finances prévoit qu'à compter de 2018, le coefficient d'actualisation sera le taux d'inflation (et non l'inflation prévisionnelle) de l'antépénultième année.

ÉVOLUTION DU COEFFICIENT DE REVALORISATION DES VALEURS LOCATIVES											
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Coefficient	1,018	1,016	1,025	1,012	1,020	1,018	1,016	1,009	1,009	1,010	1,004

Des mesures portent sur la fixation des attributions de compensation: fixation d'un délai pour l'adoption du rapport par la CLETC de 9 mois, fixation d'un délai pour le vote des communes de 3 mois et obligation de transmission au conseil de communauté ; intervention du Préfet en cas de défaut d'adoption du rapport ou de non respect de la procédure. L'article 148 de la loi de finances prévoit la présentation tous les 5 ans par le président de l'EPCI d'un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'EPCI. Ce rapport doit donner lieu à débat au sein de l'organe délibérant et à délibération spécifique. Il est obligatoirement transmis aux communes membres. Ces mesures ont 2 objectifs : 1/disposer d'une meilleure conscience de l'évolution des charges transférées liées aux compétences transférées, 2/ avoir une meilleure connaissance de la décomposition des coûts des EPCI.

## PARTIE III – LES ORIENTATIONS 2017 DU BUDGET DE MAYENNE COMMUNAUTE

Le budget 2017 est le second budget de Mayenne Communauté. Il comprend l'ensemble des dépenses et recettes associées aux compétences stipulées dans l'arrêté du 18/11/15 fondateur de Mayenne Communauté, prononçant la fusion de la CCPM et de la CCHL et révisé par délibération du 22 septembre 2016.

### I LES RECETTES ET DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### A – Les recettes de fonctionnement 2017

##### 1 Les recettes fiscales

Le produit fiscal 2017 se compose des taxes ménages et CFE (Cotisation Foncière des Entreprises), de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) de la taxe sur les surfaces commerciales, de l'IFER (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux), du FNGIR (fonds national de garantie des ressources) et du FPIC (fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales). Au total, le produit fiscal brut est estimé pour 2017 à 13 310 670 € en augmentation de 1,7% par rapport à celui inscrit au budget 2016 et en diminution de 0,6% par rapport au réalisé 2016. Cette diminution s'explique par une recette ponctuelle encaissée sur l'exercice 2016 ayant pour origine des rôles de fiscalité supplémentaires.

Après retraitement des attributions de compensation (7 672 906 € versés en 2016 et 7 472 753 € prévus en 2017), et de la recette fiscale exceptionnelle car ponctuelle de 2016 (rôles supplémentaires perçus pour 484 980 €), les ressources fiscales propres de Mayenne Communauté progressent entre 2016 et 2017 de 11,7% pour s'établir à 5 837 917 €. Cette progression de **610 000 €** de nos ressources fiscales propres trouve son origine dans les recettes fiscales en + et en – suivantes :

- l'augmentation du produit fiscal issu des taxes ménages de + 389 000 €,
- l'augmentation des bases de CFE de + 33 900 €,
- l'augmentation des bases des IFER de + 3 000 €,
- l'augmentation de la CVAE de + 115 000 €,
- la recette nouvelle de la taxe de séjour de + 25 000 €,
- la baisse de l'attribution du FPIC de - 67 000 €,
- la diminution de la TASCOT de - 88 900 €,
- la diminution de l'attribution de compensation versée en 2016 et 2017 de + 200 000 €.



## a) Les taxes ménages

Elles se calculent par le produit des bases fiscales issues des valeurs locatives et d'un taux voté par le Conseil Communautaire.

Depuis 2007, un taux d'actualisation forfaitaire des bases fiscales est fixée pour compenser l'érosion monétaire. Pour 2017, le taux de revalorisation a été fixé par le gouvernement à 0,4 % ( 0,9 % en 2015 ; 1 % en 2016).

A cette actualisation forfaitaire ou nominale des bases fiscales s'ajoutent les variations physiques des locaux suite aux nouvelles constructions, extensions et changements de destination.

L'évolution nominale et physique des bases est estimée pour 2017 à 2% pour la taxe d'habitation, 2% pour le foncier bâti et nulle pour le foncier non bâti.

Notre produit fiscal 2017 issu des 3 taxes ménages est attendu pour **5 015 661 €**, en augmentation de 388 936 € par rapport au produit perçu en 2016.

	Bases définitives 2016	Evolution des bases	Bases estimées 2017	Produit 2017 estimé
Taxe d'habitation	37 310 466	2.0%	38 056 675	4 990 901 €
Taxe Foncière sur le Bâti	34 673 898	2.0%	35 367 376	
Taxe Foncière sur le Non Bâti	3 841 312	0.0%	3 841 312	
Taxe additionnelle au TFNB				24 760 €
TOTAL du produit fiscal attendu				5 015 661 €

## b) La Cotisation Foncière des Entreprises ( CFE)

Les bases fiscales prévisionnelles de 2017 avant notification sont estimées avec une variation physique et nominale de 1%.

En matière de taux, en 2017 et pendant 3 ans (durée du lissage du protocole de neutralisation pour atteindre un taux de 25,25% en 2019 correspondant au taux moyen pondéré de 2015) , 3 taux de CFE s'appliquent :

Sur la Commune de St Georges Buttavent : suite à son intégration au 1/01/14, son taux est lissé sur 6 années depuis 2014. Le taux sera de **23,86%** en 2017, en augmentation de 3% environ ( taux 2016 de 23,16%),

Sur le territoire de l'ex CCPM : le taux 2017 sera de **25,42 %**, en légère baisse par rapport au taux 2016 de 25,51%. Il regroupe environ 83% des établissements du territoire de Mayenne Communauté

Sur le territoire de l'ex CCHL : les entreprises subiront une augmentation de taux d'environ 1,5% pour un taux 2017 estimé à **24,53%** (taux 2016 de 24,17%).

		Taux 2016	Bases définitives 2016	Evolution des bases annuelles	Bases estimées 2016	Taux 2017 ( lissage sur 3 ans pour un taux de 25,27%)	Produit 2017 estimé
Cotisation Foncière des Entreprises	CCPM	25,51%	12 436 000	1,00%	12 560 360	25,42%	3 192 844 €
	St Georges	23,16%	325 122	1,00%	328 373	23,86%	78 350 €
	CCHL	24,17%	2 023 535	1,00%	2 043 770	24,53%	501 337 €
							3 772 530 €

A partir de ces 3 taux 2017 et des bases 2017 estimées, le produit de la CFE est évalué à **3 772 530 €**, en progression de près de 1% par rapport au produit définitif 2016 ( 3 736 810 €).

c) la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises ( CVAE)

Le montant 2017 de CVAE a été indiqué par les services de la Direction Départementale des Finances Publiques pour un montant de **1 954 707 €**. Nous constatons une augmentation de 114 859 € par rapport à l'an passé (+6,24%) . Cette progression suit normalement la progression de l'activité économique.

d) la Taxe sur les Surfaces Commerciales ( TASCOT)

En matière de TASCOT ( dues par les surfaces de vente de + de 400m<sup>2</sup> et réalisant un chiffre d'affaires de + de 460K€ HT), nous estimons notre produit à partir d'un taux de 1 considérant que l'ex CCHL percevait une taxe à partir d'un coefficient de 1 et que ces mêmes redevables ne peuvent subir une augmentation de plus de 0,05 conformément aux textes , et en l'absence de délibération avant le 1<sup>er</sup> octobre n-1 pour réévaluer le taux. Le produit attendu pour 2017 est de **471 048 €** Cette recette est prévue à son minimum dans la mesure où nous sommes dans l'attente des services de l'Etat pour l'application de notre délibération du 22/09 dernier prévoyant un taux plus favorable (1,2%).

d) l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux ( IFR)

Cette recette fiscale a été estimée pour 2017 en augmentation de 0,4 % par rapport à 2016 soit un total attendu de **294 000 €** Elle concerne notamment les éoliennes et les transformateurs installés sur le territoire.

e) les autres taxes

Par délibération du 22 septembre 2016, le conseil communautaire a institué la taxe de séjour à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et révisé ses tarifs par délibération du 12 janvier dernier. La recette pour 2017 est évaluée à **25 000 €** Là aussi, nous inscrivons un chiffre "prudent" ne connaissant pas le rendement de cette première année de taxation.

## 2 Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales proviennent principalement des dotations et concours de l'Etat, et de divers produits perçus par Mayenne Communauté au titre des redevances et loyers .

a) les concours de l'Etat

La Dotation Globale de Fonctionnement est constituée pour les EPCI de la dotation d'intercommunalité et de la dotation de compensation (anciennement part salaires de la taxe professionnelle).

La **dotation d'intercommunalité** subit, comme depuis 2014 la ponction au titre de la contribution au redressement des finances publiques .

Calculée au prorata de 1,24% des recettes totales n-2 des 2 ex EPCI (nettes des produits exceptionnels, des versements fiscaux, des remboursements au titre de la mutualisation des personnels), la contribution au redressement des finances publiques serait pour Mayenne Communauté augmentée de 164 360 € pour atteindre un cumul ( depuis 2014 ) de 897 981 €. A partir de ce cumul, nous nous attendons à ce que la contribution au redressement des finances publiques soit d'un niveau supérieur à celui de la dotation d'intercommunalité.

La **dotation de compensation** enregistrerait en 2017 une perte de recette de 1,75% par rapport à 2016. Elle sert en effet de variable d'ajustement aux besoins internes à la DGF. Depuis 2012, les réductions annuelles de cette ressource sont significatives.

2012: - 1,45% ; 2013 : - 1,80% ; 2014: -1,09% ; 2015 : -2,18% ; 2016 : -1,94 %

Nous attendons une recette de 2 369 243 € en baisse de 42 200 € par rapport à 2016.

Au titre des concours de l'Etat, on trouve également les **dotations de compensations fiscales** qui servent de variable d'ajustement pour financer notamment l'effort de péréquation. Entre – 20 % et – 30 % est à prévoir en 2017 sur les compensations fiscales. Le budget 2017 de Mayenne Communauté intègre une diminution de 28% pour la compensation au titre de la taxe professionnelle (15 993 €). Par contre, nous estimons que la compensation d'exonération au titre de la taxe d'habitation va progresser en 2017 de 2 0% du fait des exonérations accordées en 2016 pour les personnes défavorisées ce qui avait conduit à une diminution de nos bases TH 2016.

Pour 2016, nous prévoyons que Mayenne Communauté restera éligible au **FPIC** et dans le même temps deviendra contributeur en raison de l'incidence de la nouvelle carte intercommunale qui a fait décroître le nombre d'EPCI et va bouleverser le calcul du potentiel financier agrégé moyen national. Notre prévision budgétaire est établit à partir d'une contribution de 20 200 € . Notre attribution FPIC 2017 devrait être moindre qu'en 2016 du fait de la baisse de notre CIF (Coefficient d'Intégration Fiscale). La nouvelle carte intercommunale va à ce titre aussi perturber notre attribution du fait de la réduction du nombre d'EPCI et du bouleversement de notre indice synthétique ( 60% de l'indice selon le revenu par habitant, 20% de l'indice selon l'effort fiscal agrégé, 20% de l'indice selon le potentiel financier agrégé par habitant). Le budget est établi à partir d'une recette de 260 000 €. Comme en 2016, une répartition du FPIC selon le droit commun est envisagée.

La double compensation de l'Etat suite à la réforme de la taxe professionnelle, par la **Dotation de Compensation de Réforme de la Taxe Professionnelle** et par le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources**, se traduit en 2017 par des montants attendus identiques à ceux perçus en 2016 (respectivement 847 205 € et 1 517 724 € pour 2017).

Dans le cadre de la gestion de nos services, d'autres recettes sont attendues de l'Etat pour un total de **188 584 €** dont 63 000 € pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, de 26 300 € dans le cadre du dispositif des emplois aidés, 55 000 € en subvention pour les actions de la SER sur les mutations économiques (24 000 €) et sur la sensibilisation des entreprises à l'innovation (16 000 €), sur l'action événementiel emploi organisée en 2017 ( FNADT attendu pour 15 000 €), 14 684 € pour la Maison de services aux publics, 28 500 € de la DRAC pour l'exposition 2017 du musée et 1 100 € de la DRAC pour le conservatoire de musique.

La CAF soutiendra nos services enfance jeunesse à hauteur de 148 732 €. L'ANAH nous apportera une aide de 41 592 € dans le cadre de

l'animation du PIG (Programme d'intérêt général) . L'ARS nous soutiendra dans le cadre du contrat de santé pour 29 774€, et l'agence de l'Eau nous subventionnera à hauteur de 14 400 € dans le cadre de l'étude sur la gouvernance de Gemapi.

**b) les autres recettes**

En provenance du Département nous prévoyons de recevoir des participations à hauteur de 98 000 € conformément au schéma départemental de l'enseignement des pratiques et de l'éducation artistique ( 95 000 €) et dans le cadre de l'accueil des collégiens à notre centre aquatique ( 3 000 €).

La Région apportera son aide pour contribuer aux financements de l'action Croq les mots ( 28 000 €), de l'étude de mise en place d'un pôle de santé secondaire ( solde pour 6 141 €), du PLH pour 6 170 € , de 2 400 € pour le centre aquatique dans le cadre de l'accueil des lycéens.

Le revenu tiré des immeubles de Mayenne Communauté est estimé en 2017 pour 295 230€ dont : 140 000 € issu de la location des gendarmeries du Ribay et de Lassay,

22 190 € de loyer annuel pour le pôle santé de Lassay ,

71 500 € de loyer pour le local industriel loué sous la forme d'un crédit bail à l'Imprimerie Solidaire

17 000 € de loyer pour la Poste de Lassay,

9 503 € pour le loyer du bateau promenade

22 000 € pour les loyers de la SERE.

En conclusion, les recettes réelles de fonctionnement 2017 ( hors opérations d'ordre) de MAYENNE COMMUNAUTE sont attendues pour **21 359 712 €** et présentent comparativement au réalisé 2016 une hausse de 1,6 % ( + 332 127 €).

chap.	Intitulé	RECETTES		
		BP 2016	CA 2016	BUDGET 2017
	<b>TOTAL R.R.F.</b>	<b>21 634 623</b>	<b>21 027 585</b>	<b>21 359 712</b>

## B – Les dépenses de fonctionnement 2017

### 1. Les dépenses de personnel

Les charges de personnel sont estimées à un

montant brut de **6 509 892 €**.

A ce chiffre brut, il convient de retrancher les remboursements d'une part, des budgets annexes déchets ménagers, spanc, prestations de services et Leader (pour un total de 1 518 530 €)

D'autre part, des communes membres pour la mutualisation du personnel (362 100 €) ou les services communs (jeunesse et ADS), des remboursements de l'Etat dans le cadre des emplois d'avenir, de la participation de la Région et des Communautés de Communes pour l'action Croq les Mots ( 35 655 €), de la diminution de l'attribution de compensation suite au transfert de la piscine.

Après ces retraitements, les charges nettes de personnel évoluent entre le réalisé 2016 et le budget prévisionnel 2017 de **+2%** , + 79 672 €.

Objet	recettes
Remboursement des postes par les budgets annexes (déchets, spanc, prestations de services, Leader)	1 518 530 €
Remboursement par les communes du service commun espace jeunes	125 000 €
Remboursement par la Ville du service commun ados'com	7 100 €
Remboursement par les communes du service commun ADS 2016	33 200 €
Remboursement service ADS (2017 avec poste supplémentaire et nouvelles communes)	38 441 €
Remboursement par la Ville de mises à disposition individuelles nouvelles (hors piscine)	43 950 €
Remboursement par la Ville des postes piscine mis à disposition de janvier à juin	196 800 €
Diminution de l'attribution de compensation suite au transfert piscine à partir de juillet	306 000 €
Aide de l'État sur les postes Emploi d'avenir	26 300 €
Aide de la Région sur le poste Animatrice Croq' les mots, Marmot !	28 000 €
Remboursement des EPCI partenaires sur le poste Croq'	5 250 €
Remboursement par le SDEGM (reliquat mise à disposition année passée)	2 405 €
Subvention Agence de l'Eau sur le poste de Technicien GEMAPI	14 400 €
Subvention de la CAF pour le poste d'Animatrice RAM	18 837 €
Remboursement par le budget prestations (100%) du poste Adjoint service voirie	35 400 €
Remboursement de la Ville (40%) sur le poste Responsable commande publique	21 760 €
Remboursement de la Ville (90%) sur le poste Gestionnaire finances	27 450 €
<b>Total</b>	<b>2 448 823 €</b>

<b>Montant total "brut" Chapitre 012</b>	<b>6 509 892 €</b>
Remboursement, AC, subventions, aides...	-2 448 823 €
<b>Coût salarial net prévisionnel 2017</b>	<b>4 061 069 €</b>
Coût salarial net réalisé 2016	3 981 397 €

Évolution 2016/2017	79 672 €
---------------------	----------

## 2. Les charges à caractère général

Les inscriptions totales des crédits de ce chapitre des charges à caractère général atteignent pour 2017, la somme de 3 053 813 €.

chap.	Intitulé	DEPENSES		
		BP 2016	CA 2016	BUDGET 2017
011	Charges générales	2 915 533	2 520 845	3 053 813

Pour analyser l'évolution des dépenses de ce chapitre avec l'exercice précédent, il convient de procéder à un retraitement en retranchant les dépenses liées à La Vague (238 000 € de charges à caractère général). Ainsi, après retraitement, les dépenses budgétées présentent une évolution à la hausse de 11,7%.

2 postes budgétaires viennent perturber l'analyse : les assurance dommage ouvrage liés à nos 3 chantiers en cours ainsi que les études. Ces dépenses sont très spécifiques aux exercices.

Pour le premier poste, la dépense consacrée aux assurances dommages ouvrages, il a été réalisé à hauteur de 83 713 € en 2016, elle sera budgétée en 2017 pour 62 626 €.

Le second poste de dépenses concerne les études. En 2016, Mayenne Communauté a supporté une dépense de 25 465€. En 2017, une dépense de 180 000 € est prévue (études tourisme, culturelle, fonderie, transfert compétence eau, gouvernance Gemapi, plan bocager et PLH).

En retranchant ces deux dépenses spécifiques ( assurances dommage ouvrage et études) sur le réalisé 2016 et sur le prévisionnel 2017, l'évolution des dépenses du chapitre est de 6,7 % .

A noter que le budget 2017 enregistre une dépense de 25 000 € en plus par rapport au réalisé 2016 du fait de l'exposition 2017 du musée.

Le poste des fluides enregistre une augmentation de 120% avec la nouvelle dépense liée à La Vague. Alors que ce poste de dépenses (électricité, eau, combustible) représentait 5,8 % du chapitre des charges à caractère général en 2016, il représente en 2017 10,3 % des charges à caractère général.

## 3. Les subventions et autres charges de gestion courante

72 % des dépenses de ce chapitre sont consacrées aux subventions de fonctionnement versées aux associations. Pour cette dépense, Mayenne Communauté prévoit de verser en 2017 une somme de 1 252 632 € dont 1 049 799 € au titre de la culture et du tourisme, 42 900 € au titre de la jeunesse, 6 000 € au titre de l'aire d'accueil des gens du voyage, 1 454 € au titre de la santé, 14 500 € au titre de la petite enfance, 17 955 € au titre du logement, 35 520 € au titre de l'environnement, et 83 632 € au titre de l'économie.

Cette dépense est stable ( +0,5 % ) par rapport au réalisé 2016.

Un crédit de 150 000 € est inscrit pour financer pour le compte des communes de l'ex CCHL la contribution au service départemental d'incendie et de



secours.

A noter que ce chapitre évolue à la baisse par rapport au réalisé 2016 : -1,2 %. Cette baisse trouve notamment son origine dans la diminution de la prise en charge des déficits des zones d'activités : couverture des déficits de zones au budget 2016 : 84 758 €, au budget 2017 : 23 965 € .

#### 4. L'Attribution de Compensation

La dépense au titre de l'AC en 2017 pour Mayenne Communauté est estimée à 7 472 753 € contre 7 672 906 € en 2016 . Elle représente 39% des dépenses réelles de fonctionnement. Son montant est provisoire. Il fera l'objet d'un ajustement après la Commission d'Evaluations de Transfert des Charges qui se réunira avant l'été 2017 pour assurer le rôle de neutralité du transfert de compétence. Son évolution 2017 est largement liée à la prise de compétence du centre aquatique qui fait diminuer l'AC versée à la Ville de Mayenne d'au moins 200 000 € au titre de 2017 ( le double en 2018).

En conclusion, les dépenses réelles de fonctionnement 2017 ( hors opérations d'ordre ) de MAYENNE COMMUNAUTE sont attendues pour **19 421 772 €** et présentent comparativement au réalisé 2016 une hausse de 7,6%.

chap.	Intitulé	DEPENSES		
		BP 2016	CA 2016	BUDGET 2017
	<b>TOTAL D.R.F.</b>	<b>19 493 098</b>	<b>18 045 491</b>	<b>19 421 772</b>

Le résultat brut d'exploitation 2017 (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement ) ressort pour 2017 à 1,938 M€.



## II LES RECETTES ET DEPENSES D'INVESTISSEMENT

### A – Notre endettement

#### 1. L'encours au 1<sup>er</sup> janvier 2017

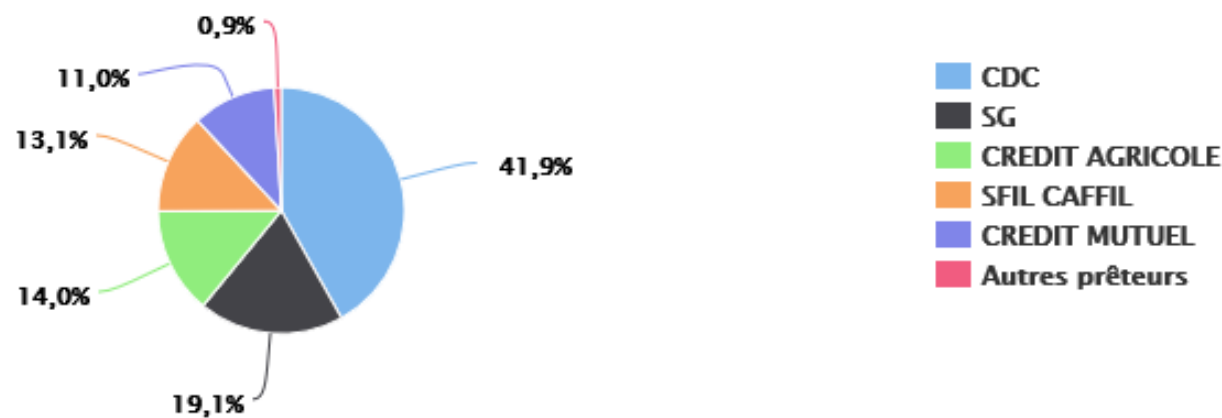
L'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève au 1<sup>er</sup> janvier 2017 à **10 077 753€** comprenant 17 lignes de crédits pour un taux moyen de 2,29%.

Pour 2017, le capital à rembourser s'élève 626 000 €. Après avoir emprunté 6M€ en 2015 pour financer le centre aquatique, Mayenne Communauté n'envisage pas de recourir à l'emprunt en 2017.

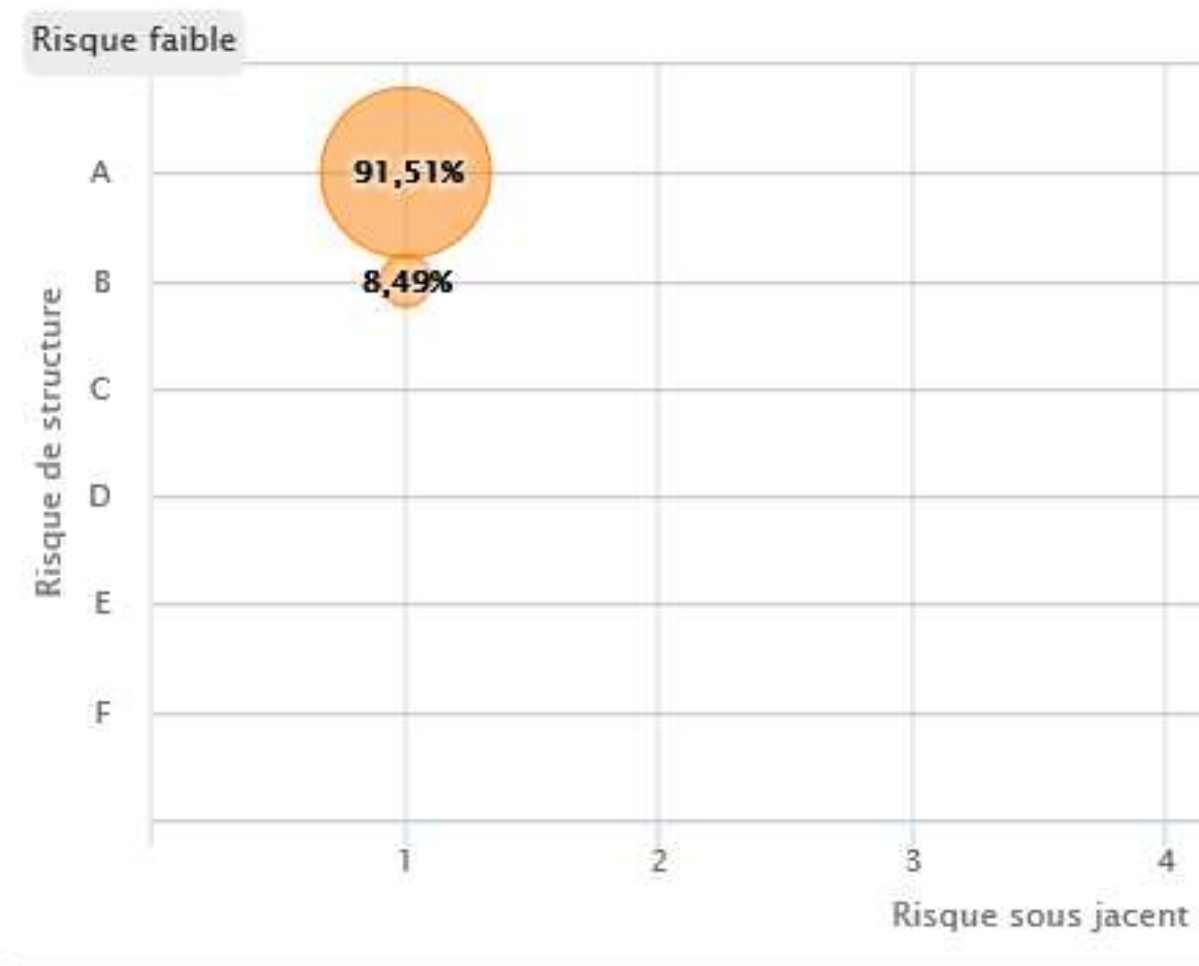
Notre dette par type de risque :

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4 220 557,69 €	41.88 %
SOCIETE GENERALE	1 923 031,51 €	19.08 %
CREDIT AGRICOLE	1 408 425,04 €	13.98 %
SFIL CAFFIL	1 325 013,84 €	13.15 %
CREDIT MUTUEL	1 109 270,18 €	11.01 %
Autres prêteurs	91 454,23 €	0.91 %
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>10 077 752,49 €</b>	<b>100.00 %</b>

Dette par prêteur



Notre dette selon la charte de bonne conduite :



## B – Les orientations du programme d'équipement

Les reports de crédits 2016 atteignent 6 592 127 € en recettes. Ils concernent des subventions attendues dans le cadre de la mise en oeuvre de notre projet de territoire : avec notamment 1,2 M€ pour le cinéma, 3,1 M€ pour le centre aquatique et 1,6 M€ pour le pôle santé.

En dépense, les reports 2016 (dépenses engagées non mandatées ) s'élèvent à 10 463 693 € dont 3,1 M€ pour le centre aquatique, 1,7M€ pour la troisième salle de cinéma, 3,4 M€ pour la construction du pôle santé et 947 K€ pour les abords du pôle santé.

Le programme d'équipement 2017 est largement consacré à la poursuite du projet de territoire. On y trouve notamment les inscriptions suivantes:

- le troisième et dernier crédit de paiement de l'Autorisation de Programme pour la construction du Centre Aquatique, pour 1 110 000 €,
- le second crédit de paiement pour l'Autorisation de programme du SCOT PLUI pour 264 476 €,
- un crédit de 225 000 € pour le pôle santé lié à l'intégration du laboratoire et aux nouveaux aménagements extérieurs induits,
- une étude de 102 000 € pour un diagnostic des milieux aquatiques ( financée à 80% de la dépense HT par l'Agence de l'Eau),
- une enveloppe de 50 000 € pour le renouvellement du parc de véhicules,
- les travaux de réserves pour les collections du musée pour 80 000€.

Le niveau de notre autofinancement 2017 ainsi que les reprises de résultats antérieurs permettent de constituer d'ores et déjà des provisions budgétaires dans le respect de nos engagements en terme de très haut débit (6M€) et de 3ème tranche de déviation (1,1M€).

## PARTIE IV– LES ORIENTATIONS : ANALYSE PROSPECTIVE

### A - L'évolution des dépenses et des effectifs

La lettre de cadrage budgétaire exigeait de maintenir l'évolution des dépenses du personnel à hauteur de 3 % d'augmentation. L'enveloppe proposée pour 2017 est en hausse de 14% (de BP 2016 à BP 2017) soit une inscription de plus de 812 000 euros.

En réalité, les dépenses de personnel proposées pour 2017, nettes de retranchements, remboursements, subventions, transferts... représentent une augmentation de 2 % (comparaison du CA 2016 au BP 2017).

En effet, les dépenses totales inscrites au 012 ne reflètent pas tout le budget consacré au RH. Le transfert des agents de la piscine municipale de Mayenne vers le centre aquatique de Mayenne Communauté représente à lui seul un impact important (soit environ 200 000 euros). Cependant Mayenne Communauté percevra la compensation hors budget RH de l'attribution de compensation mais également du remboursement de la Ville, des 6 derniers mois de fonctionnement de la piscine municipale.

Si l'augmentation de ce budget paraît colossale, il faut nuancer ce chiffre pour plusieurs raisons. D'une part 3 postes (hors piscine) ont été créés par Mayenne Communauté en 2016 alors qu'ils relevaient de la Ville auparavant. Ainsi la Ville de Mayenne remboursera la part de temps lui étant dédiée en 2018. Ensuite, la disparition du Pays de Haute Mayenne entraîne la création de postes financés par des subventions ou remboursement entre collectivités.

Enfin, les créations de postes liées à « l'après fusion » ou encore aux transferts de compétence de L'État sont financées largement par des subventions de partenaires extérieurs.

Avant de détailler les éléments pris en compte pour l'établissement du budget, il convient de présenter l'organisation mutualisée des collectivités de Mayenne, d'une part et d'autre part de décrire la politique RH, reposant sur le dialogue social mené ces dernières années.

### I. Une organisation fondée sur la mutualisation des agents et des services de Mayenne et Communauté, du CCAS et de la Ville

#### A. La structure des effectifs de la collectivité

La hausse des effectifs se poursuit depuis 5 ans. Le transfert progressif des agents de la Ville vers Mayenne communauté y est pour beaucoup. Selon le dernier rapport de la Chambre régionale des comptes, les effectifs ont augmenté entre 2011 et 2014 de 3,7% pour l'ex Communauté de Communes du Pays de Mayenne. En 2015 et 2016, on comptait 9 arrivées liées au transfert du musée du Château de Mayenne et à la création du service commun urbanisme.

En 2017 les effectifs vont augmenter principalement en raison de transfert des agents de la piscine de Mayenne soit 8 postes (4 éducateurs sportifs et 4 adjoints techniques) et de la prise en charge des agents du Pays de la Haute Mayenne (3 agents dont deux catégorie A et un de catégorie C).

(chiffres établis au 31 décembre de chaque année)	Titulaires	Non titulaires	Apprentis	Emplois d'avenir	Total ETP
2016	108	15	0	2	118,65

Plus de 50 % des agents sont de catégorie C, 35 % de catégorie B et 13 % de catégorie A. Les filières les plus représentées sont la filière culturelle et technique. La moyenne nationale pour toutes les collectivités était en 2014 de 76,1 % d'agents de catégorie C, 14,4 % de B et 9,5 % de A.

La fusion n'a pas généré de poste supplémentaire. Un agent de l'ex CCHL est parti avant janvier 2016 et n'a pas été remplacé (1 ETP scindé en 2 : 50 % finances, 50 % commande publique). Les services fonctionnels tels que les finances, les RH et l'informatique ont intégré une charge de travail supplémentaire sans recrutement externe.

Concernant le remplacement des agents absents pour des raisons de santé. Le constat est le même qu'à la Ville de Mayenne, un véritable effort des services concernant le non remplacement d'agents en arrêt. Les demandes de remplacement sont validées par le Directeur et la DRH. Sont prioritaires, les secteurs d'activité en contact direct avec le public et nécessitant de répondre à des taux d'encadrement (animation, RAM) mais aussi la collecte des déchets. Ce dernier secteur est particulièrement touché par les arrêts maladie et par la mutation des missions de ce service avec la mise en place de la redevance incitative.

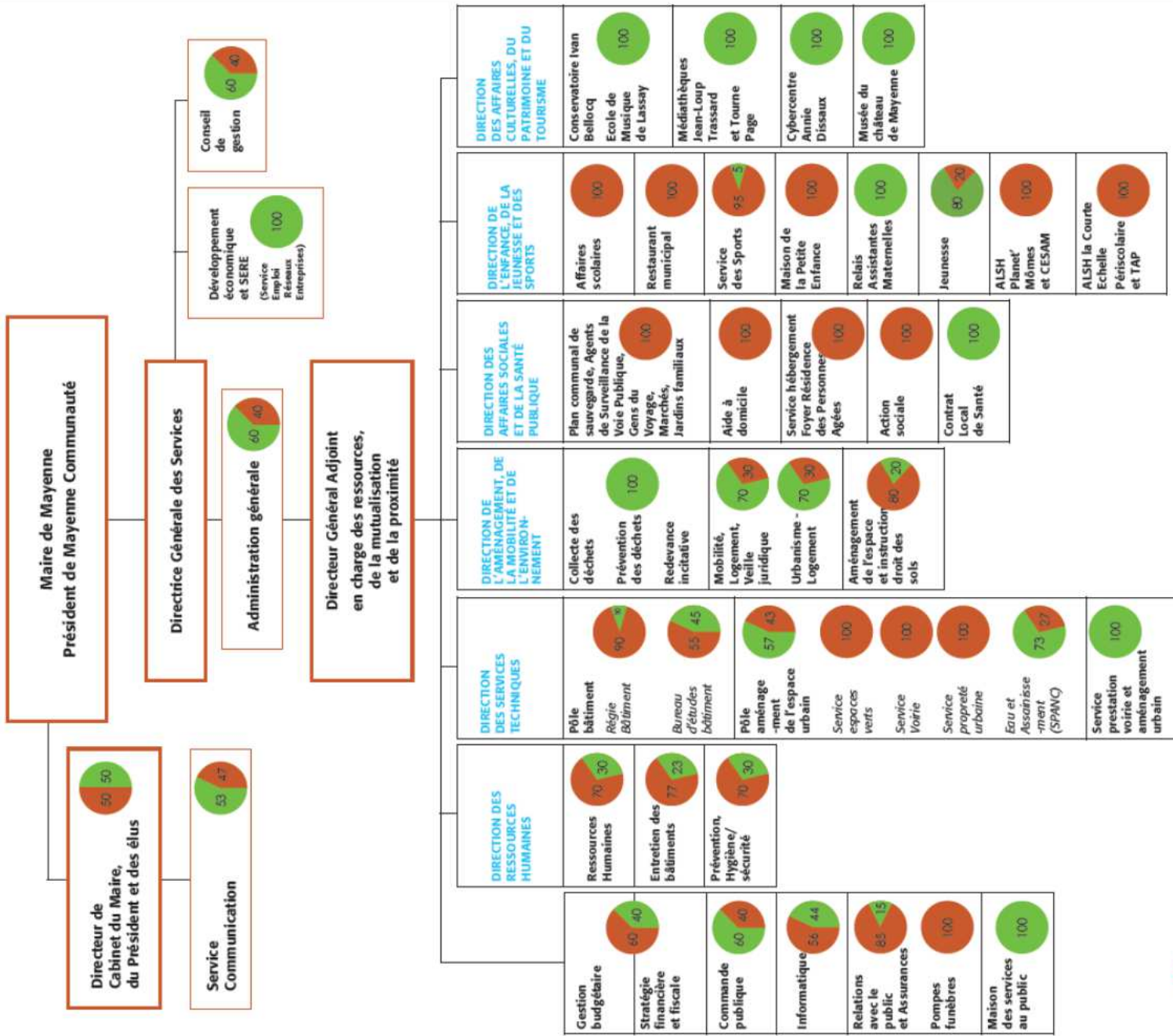
Ces réels efforts réalisés ne sont pas sans répercussion au niveau du Comité d'hygiène et de Sécurité. Les organisations syndicales font régulièrement remonter l'information d'une fatigue des agents et du manque de reconnaissance que cela provoque.

Heureusement, la forte mutualisation entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté permet l'entraide entre les services et l'optimisation des compétences des agents. A titre d'exemple, plusieurs agents du service de voirie de la Ville de Mayenne ont renforcé à certains moments le service prestation afin qu'il puisse répondre aux demandes des collectivités adhérentes. Bien entendu, ces mises à disposition font l'objet de remboursements via des conventions.

## B. La mutualisation et ses conséquences financières

La mutualisation du personnel se caractérise par la mise en place d'un organigramme mutualisé actualisé en janvier 2016 avec la fusion entre CCPM et la CCHL. Cet organigramme permet de ne pas dédoubler les postes de direction et de responsables de service. Il facilite également la création de services communs. (Cf. Organigramme)

# ORGANIGRAMME DE LA VILLE DE MAYENNE, DE MAYENNE COMMUNAUTÉ ET DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE



Répartition du temps de travail des services entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté en 2015

JANVIER 2016

En décembre 2014, les 3 collectivités ont fait le choix d'opter pour la création d'un comité technique paritaire et d'un CHSCT commun. Ceci permet de renforcer l'application d'une politique commune des ressources humaines renforçant la mutualisation des services.

Les remboursements inter collectivité sont multiples. En effet, ils peuvent concernés les heures d'interventions techniques sur la base d'un forfait heures 29€, les mises à disposition individuelles ainsi que la mise à disposition globale Ville de Mayenne et Mayenne Communauté. C'est deux dernières sont gérées par la Direction des Ressources Humaines et appliquer en fonction de la masse salariale des agents hors chèques déjeuners, CNAS médecine du travail.

Exceptionnellement la convention relative aux mises à disposition délibérée en décembre dernier prévoit, uniquement pour les agents municipaux de la piscine mutés en janvier 2017 à Mayenne communauté, un remboursement dès septembre de l'année 2017.

En ce qui concerne la mise à disposition globale, il est proposé de réinscrire le montant 2016 soit 548 000 euros sachant que ce montant sera réévalué en 2017 pour une application en 2018. Si le montant inscrit en dépense ne devrait pas augmenter pour Mayenne Communauté, celui inscrit en recette devrait s'accroître car la communauté tant à être la collectivité qui met à disposition du personnel de la Ville de Mayenne et peut être d'autres communes à terme. Ceci répond aux textes réglementaires qui incitent depuis plusieurs année à la mutualisation.

La Communauté rembourse également les mises à dispositions individuelles à la Ville de Mayenne soit 24 000 euros.

Lors des dernières négociations salariales, le comité technique a émis un avis favorable à la gestion unifiée soit un transfert de l'ensemble des agents de la Ville vers Mayenne Communauté. Au-delà de la simplification des remboursements et du gain de temps et de gestion, cette mutualisation aboutie accentuera la mise en place d'une politique RH commune, renforcera la lisibilité des opérations de remboursements demandée par les élus, permettra de favoriser les négociations avec les assurances, d'atteindre le taux réglementaire des personnes reconnues travailleurs handicapés mais aussi de faciliter la mobilité interne avec une souplesse accrue dans le cadre de renforts inter-services.

Le passage à cette gestion unifiée est étudié et les avantages et inconvénients de cette organisation doivent être débattus dans les conseils respectifs. Enfin elle doit se baser sur des indicateurs de mutualisation transparents et validés par les collectivités. Ce projet est à l'étude avec l'objectif de rendre effective cette gestion unifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dans ce contexte de mutualisation, de contraintes budgétaires, la collectivité se doit de piloter très précisément les dépenses de personnel et de maîtriser les éléments endogènes de la politique RH.



## II. La politique RH de Mayenne Communauté: l'accord salarial, le règlement temps de travail

L'année 2016 a été marquée par la renégociation de l'accord salarial arrivé à terme. Trois ans plutôt il s'agissait du règlement temps de travail de la collectivité. La politique RH est fondée sur la nécessité d'un dialogue avec les organisations syndicales.

Aussi en fin d'année 2016 un accord salarial a été signé concernant les avantages des agents des 3 collectivités de Mayenne.

### A. L'accord pluriannuel 2017-2020

Après une année de travail via un comité pilotage composé des représentants syndicaux élus au comité technique, des deux élus en charge du personnel de la ville de Mayenne et de Mayenne communauté et la Direction cet accord repose sur trois principes :

#### **1/ La mutualisation**

#### **2/ Une enveloppe constante**

#### **3/ La solidarité**

Cet accord a reçu un avis favorable des représentants du personnel à hauteur de 4 avis favorables (CFDT) contre 2 avis défavorables (CGT) lors du comité technique du 14 décembre 2016.

Il est convenu ce qui suit :

1/ Le maintien des trois enveloppes avancement de grade avec le maintien des critères d'avancement de grade et le respect de l'organigramme cible mis en place en 2012.

2/ La participation de l'employeur à la garantie maintien de salaire pour les agents qui adhèrent à un contrat labellisé à hauteur de 5 euros mensuel.

3/ Le maintien du montant de la prime de fin d'année avec l'harmonisation du mode de versement en 2 fois via la Prime de Fin d'année pour les agents pouvant en bénéficier (Ville), via le Complément Indemnitaire pour les agents recrutés directement par Mayenne Communauté. L'absentéisme pour raison de santé ne devra pas impacter le montant de cette prime. Cette application sera possible dès la parution de tous les décrets.

4/ Le maintien des chèques déjeuner pour tous les agents titulaires. L'attribution des chèques déjeuners aux agents contractuels sur vacances d'emplois sur la base des 10 chèques déjeuner par mois sur 11 mois pris en charge à 60 % par l'employeur.

5/ Le maintien de l'accès au CNAS pour tous les retraités et agents titulaires et ouverture aux contractuels avec, pour tous, une participation à la

cotisation annuelle.

- participation de tous les actifs à hauteur de 2 euros par mois.
- participation des retraités qui souhaiteront adhérer à hauteur de 6 euros par mois.

6/ La fin de l'indexation du régime indemnitaire sur la valeur du point.

#### B. Le temps de travail à Mayenne.

En 2013, le règlement général du temps de travail ainsi que les spécificités de chaque service ont fait l'objet d'une révision. A cette époque il a été fait le choix de rester sur les bases de l'accord passé en 2000 avec les organisations syndicales, soit une base horaire annuelle de 1561h (46 heures de moins que la durée légale des 35h)

Dans son rapport en 2015 la chambre régionale des comptes a bien noté cette différence mais explique que l'accord étant signé avant le 31 décembre 2000, la collectivité est en droit de continuer cette application.

Bien entendu, cette tolérance est soumise à la politique du gouvernement qui sera nommé après les prochaines élections présidentielles.

#### C. La politique RH ne relevant pas d'accords salariaux.

En dehors de ces deux accords certains principes guident la politique RH.

Tout d'abord, il faut préciser que le régime indemnitaire est attribué en fonction du cadre d'emploi de l'agent et de ses missions. Un agent de catégorie C sans encadrement perçoit en moyenne, pour un temps plein 208 euros brut mensuel. Un agent de catégorie B perçoit en moyenne 301 euros brut mensuel. Pour les agents de catégorie A, le régime indemnitaire moyen est de 552 euros brut mensuel. Ces montants prennent en compte la prime de fin d'année versée en deux fois. La législation prévoit de simplifier l'attribution du régime indemnitaire dans les trois fonctions publiques en mettant en place le RIFSEEP. La collectivité devra travailler sur l'application de ce nouveau régime indemnitaire remplaçant l'actuel. Ce dernier ne devra pas générer de coût supplémentaire mais permettra plus de transparence sur l'attribution des primes pour chaque poste.

Ensuite, les élus en charge du personnel ont souhaité, depuis plus de 10 ans, que la Direction des Ressources Humaines s'intéresse plus particulièrement aux reclassements et reconversions professionnelles afin d'augmenter l'employabilité des agents en arrêt maladie. Cette gestion a permis l'aménagement de postes et le reclassement d'au moins deux agents en moyenne par an sur ces 5 dernières années. En cas d'impossibilité de reclassement, la collectivité procède également à l'instruction de dossiers de retraite pour invalidité (en moyenne 1 par an).

Il est proposé de maintenir en 2017 le budget formation pour répondre à ces changements d'orientation professionnelle, à la multiplication des formations obligatoires en termes d'Hygiène et de sécurité et à amorcer le travail sur les risques psychosociaux.

Les outils tels que les entretiens annuels d'évaluation mis en place dès 2003, mais aussi le répertoire des fiches de poste de la collectivité permettent d'améliorer la gestion des emplois et les compétences des agents.

Enfin la collectivité n'a aucun logement de fonction et a décidé de supprimer les avantages en nature de véhicule de fonction en avril 2017.

Après vous avoir présenté les différents éléments de la politique RH, il convient de vous préciser ce qui est pris en compte dans la proposition de budget RH

### III. Composition du budget proposé : éléments structurels et conjoncturels

Certaines décisions issues de la législation s'imposent à la collectivité c'est ce que l'on appelle les éléments conjoncturels contrairement aux éléments structurels qui relèvent de vos décisions.

#### A. Les éléments conjoncturels :

Les reclassements indiciaires de tous les agents dans le cadre de la modernisation des parcours professionnels et des carrières (PPCR) et le transfert en partie des montants de régime indemnitaire ont un impact estimé à 50 800 euros pour 2017.

La valeur du point d'indice gelé pendant plusieurs années a été augmentée en juillet 2016 mais une revalorisation est également prévue en février 2017 à hauteur de 0,6 %.

Enfin les charges patronales augmentent avec la hausse des taux de contributions :

- CNRACL + 0,05 %
- IRCANTEC + 0,12 %
- URSSAF + 0,05 %

#### B. Les éléments structurels :

Il est prévu plusieurs recrutements dès janvier 2017, chacun de ces postes est financé via des subventions et des remboursements inter collectivité. Vous trouverez ci-après le tableau correspondant à ces créations :

Intitulé du poste	Motif du changement	Dépenses au 012	Recettes	Commentaires
Postes piscines de janvier à juin	mise à disposition	+ 196 800	- 196 800	Remboursement de la ville à Mayenne Communauté
Postes piscines de juillet à décembre	transfert	+ 306 000	- 306 000	Attribution de compensation
Instructeur droit des sols	Service commun élargi	+ 38 441	- 38 441	Remboursement communes à Mayenne Communauté
Charge mission Leader	Fin du pays de Haute Mayenne	+ 44 867	- 40 381	80% Leader (35 894) 10% autres collectivités (4 487)
Gestionnaire Leader	Fin du pays de Haute Mayenne	+ 34 440	- 15 152	80% de 50% Leader (13 776) Autres collectivités (1 376)
Chargé de mission Croq' les mots, marmot !	Fin du pays de Haute Mayenne	+ 38 900	- 33 250	Subvention Région 80% + remboursement autres CC
Technicien GEMAPI	poste en évolution	+ 24 500	- 14 400	Subvention Agence de l'Eau
Animatrice RAM	fusion	+ 25 900	- 18 837	Subvention CAF 73 %
Adjoint service voirie	mutualisation	+ 35 400	- 35 400	(100 % service prestations)
Responsable commande publique	mutualisation	+ 54 400	- 21 760	(40 % Ville)
Gestionnaire finances	mutualisation	+ 30 500	- 27 450	(90 % Ville)
<b>Total créations de postes</b>		<b>+ 830 148</b>	<b>- 747 871</b>	<b>Soit un coût net de 82 277</b>

Il est quasi impossible à ce stade d'évaluer le coût des avancements d'échelon avec la mise en place du PPCR. Ainsi l'enveloppe proposée est de 16 300 soit une enveloppe de 7 000 euros en moins par rapport à 2016. Cette proposition tient compte du fait que les durées dans les échelons sont désormais plus longues que celles pratiquées antérieurement.

Toujours en terme de carrière, le montant consacré aux avancements de grade reste inchangé soit 6000 euros. (Accord salarial)

La Gestion des absences, des temps partiels et remplacements des agents placés en disponibilité consacre une enveloppe de 216 000 € soit 7,4 ETP. Répartis de la façon suivante :

- Centre aquatique : 1,5 ETP
- Collecte des déchets : 1,75 ETP

- Prestation voirie : 1 ETP
- Musée : 1,70 ETP
- RAM : 1 ETP
- Conservatoire : 0,25 ETP
- Entretien des locaux : 0,5 ETP

Les besoins occasionnels sont estimés à 23 700 €, la gestion de la période estivale : 62 300 € soit une enveloppe globale de : 87 400 €.

Par besoins occasionnels, il faut entendre : porteurs de journaux, les jurys pour examens de musique de fin d'année et l'emploi d'un agent administratif à la redevance incitative pendant 5 mois enfin 4 500€ sont dédiés à des animations musicales (concours national de piano).

L'enveloppe relative aux contrats d'avenir s'élève à 40 800 €. Cette enveloppe permet le maintien en 2017 de 2 postes sous contrat d'avenir. Compte tenu des subventions accordées, le coût net pour la collectivité est de 14 400 €. Un agent est affecté à la médiathèque, le second à la collecte des déchets.

Le budget relatif au personnel représente le plus souvent une dépense mais il existe des recettes telles que :

- Remboursement de notre assureur pour les arrêts maladie soit 25 000 euros
- La compensation du supplément familial versé soit 12 000 euros
- L'aide de l'état sur les contrats d'avenir soit 26 300 euros
- Les aides du FIPH sur les aménagements de poste (au moins 10 000 euros)

Compte tenu du poids dans les dépenses de fonctionnement, la maîtrise de la masse salariale est le levier principal. Il s'agit d'un exercice exigeant qui nécessite un pilotage précis, l'acquisition en 2016 d'un module de prévision budgétaire RH et la mise en place de la segmentation stratégique devrait permettre une anticipation et un meilleur suivi des dépenses et une connaissance précise des différentes variables structurant le budget du personnel.

**B – La prospective**Rappel :

- En 2015, la DDFIP avait réalisé une prospective de Mayenne Communauté qui montrait la nécessité d'augmenter le produit fiscal de 700 000 € en 2017.
- Lors du DOB 2016 du 24 mars 2016, la nouvelle prospective corroborait ce besoin en précisant que :
  - Cette hausse de produit fiscal pourra résulter :
    - soit d'une progression des bases supérieure à celle prévue dans cette prospective pour la TH, la TFB, la TFNB et la CFE
    - soit d'un produit supérieur à celui estimé dans cette prospective pour la TASCOT, la CVAE et l'IFER
    - soit d'une hausse des taux de TH, TFB, TFNB, CFE

Bilan de la fiscalité 2016 :

	Produits prévisionnels 2016 (mars 2016)	Produits définitifs 2016 (décembre 2016)	Ecart
Taxe habitation	4 392 345	4 242 200	-150 145
Taxe foncière bâti	203 084	204 576	1 492
Taxe foncière non bâti	155 096	155 189	93
Taxe additionnelle TFNB	24 705	24 760	55
Cotisation Foncière des Entreprises	3 737 882	3 743 345	5 463
CVAE	1 839 848	1 839 848	0
TASCOT	586 543	559 872	-26 671
IFER	289 984	291 208	1 224
<b>TOTAL</b>	<b>11 229 487</b>	<b>11 060 998</b>	<b>-168 489</b>
Rôles supplémentaires CFE antérieurs à 2016	0	484 980	484 980
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 229 487</b>	<b>11 545 978</b>	<b>316 491</b>

Comme la plupart des

35/51

collectivités, Mayenne Communauté a subi une baisse de plus de 150 000 € (- 3,42%) de son produit de TH par rapport à la notification de mars, à cause de la décision de l'État d'accorder des exonérations à la charge des collectivités, dans le cadre du dispositif de « la demi-part » Elle a subi aussi une perte de TASCOT de 26 671 € (-4,55%).

En revanche, Mayenne Communauté a perçu 484 980 € de rôles supplémentaires de CFE au titre d'exercices antérieurs à 2016.

Globalement, Mayenne Communauté a donc accru en 2016 son produit fiscal de 316 491 €.

La prospective élaborée sur la base des prévisions budgétaires 2017 repose sur les principales hypothèses suivantes :

#### Orientations 2017-2020 pour les recettes de fonctionnement

##### 1) Fiscalité

TH et TFB : prévision d'une hausse des bases de 2 % dont 0,40 % de revalorisation décidée en loi de finances

TFNB : prévision d'une hausse des bases de 0 %

Prévision d'un produit supplémentaire de 300 000 € à partir de 2017 par une hausse des taux de TH, TFB, TFNB en 2017.

	Bases 2016 définitives	Taux 2016	Produits 2016 définitifs	Produits 2017 estimés	Produits 2018 estimés	Produits 2019 estimés	Produits 2020 estimés
<b>TH</b>	37 310 466	11,37%	4 242 200	4 327 044	4 413 585	4 501 857	4 591 894
<b>TFB</b>	34 673 898	0,59%	204 576	208 668	212 841	217 098	221 440
<b>TFNB</b>	3 841 312	4,04%	155 189	155 189	155 189	155 189	155 189
<b>Sous total produit avec taux constants</b>			4 601 965	4 690 901	4 781 615	4 874 143	4 968 522
<b>Produit supplémentaire par effet taux</b>				300 000	306 000	312 120	318 362
<b>Taxe additionnelle TFNB</b>			24 760	24 760	24 760	24 760	24 760
<b>TOTAL</b>			4 626 725	5 015 661	5 112 375	5 211 023	5 311 644

CFE :

Prévision

36/51



d'une hausse de 1 % des bases, pas d'augmentation de taux envisagée.

CFE	3 zones fiscales	Bases 2016 définitives	Taux 2016 appliqués	Produits 2016 définitifs	Taux 2017 appliqués	Produits 2017 estimés	Taux 2018 appliqués	Produits 2018 estimés	Taux 2019 appliqués	Produits 2019 estimés	Taux 2020 appliqués	Produits 2020 estimés
	CCPM sans ST G	12 436 000	25,51%	3 172 424	25,42%	3 192 844	25,34%	3 214 623	25,25%	3 235 238	25,25%	3 267 590
	St Georges	325 122	23,16%	75 298	23,86%	78 350	24,55%	81 422	25,25%	84 581	25,25%	85 427
	CCHL	2 023 535	24,17%	489 088	24,53%	501 337	24,89%	513 781	25,25%	526 425	25,25%	531 689
<b>TOTAL</b>	<b>MC</b>	<b>14 784 657</b>	<b>25,25%</b>	<b>3 736 810</b>	<b>25,25%</b>	<b>3 772 530</b>	<b>25,25%</b>	<b>3 809 826</b>	<b>25,25%</b>	<b>3 846 243</b>	<b>25,25%</b>	<b>3 884 706</b>
				<b>Lissage du taux de CFE sur 4 ans de 2016 à 2019</b>								

CVAE : d'après information DDFIP, hausse de 114 859 € en 2017

CVAE	Produit 2015 définitif	Produit 2016 définitif	Produit 2017 estimé	Produit 2018 estimé	Produit 2019 estimé	Produit 2020 estimé
	2 114 229	1 839 848	1 954 707	1 954 707	1 954 707	1 954 707

#### TASCOM

Vu le litige avec la délibération de MC fixant le coefficient multiplicateur à 1,2 en 2017 (comme la CCPM avant la fusion), hypothèse prudente d'un coefficient à 1 en 2017 augmenté de 0,5 chaque année. Si ceci se confirme, perte de 236 568 € sur la période 2017-2020 par rapport aux prospectives de 2016.

A noter que la loi de finances 2017 (article 102) stipule que l'EPCI peut désormais décider, par délibération à la majorité simple, d'appliquer aux coefficients multiplicateurs décidés par les EPCI existants antérieurement à la fusion, un dispositif de convergence progressive des coefficients vers le coefficient multiplicateur le plus élevé.

Non prise en compte de l'étude d'optimisation réalisée par un cabinet tant que les observations ne sont pas validées par la DDFIP (gain net maximum d'environ 200 000 €)

TASCOM	Coeff 2016= coeff 2015	Produit 2016 définitif	Coeff 2017	Produit 2017 estimé	Coeff 2018	Produit 2018 estimé	Coeff 2019	Produit 2019 estimé	Coeff 2020	Produit 2020 estimé	Coeff 2021	Produit 2021 estimé	TOTAL
	1,20 pour CCPM & 1 pour CCHL	559 872	1,00	471 048	1,05	494 601	1,10	518 144	1,15	541 719	1,20	565 273	
Perte annuelle due à la baisse du coefficient de 1,2 à 1 en 2017				-94 422		-70 870		-47 327		-23 751		-198	-236 568

## IFER

Prévision de produit supplémentaire à partir de 2018 avec l'implantation de 5 éoliennes à Hardanges et 5 à St Julien puis en 2020 avec 3 autres à Hardanges. Produit supplémentaire estimé à 343 320 € de 2018 à 2020.

IFER	Produit 2016 définitif		Produit 2017 estimé		Produit 2018 estimé		Produit 2019 estimé		Produit 2020 estimé
	291 208	0,40%	292 373	0,40%	293 542	0,40%	294 716	0,40%	295 895
IFER de nouvelles éoliennes					103 584	0,40%	103 998	0,40%	135 738
<b>TOTAL</b>	<b>291 208</b>		<b>292 373</b>		<b>397 126</b>		<b>398 715</b>		<b>431 634</b>

## 2) Dotation Générale de Fonctionnement (DGF)

Dotation d'intercommunalité :

Poursuite en 2017 de la contribution au redressement des finances publiques avec une contribution réduite de moitié au titre de 2017 soit 164 360 € qui s'ajoute au cumul de la contribution de 2014 à 2016 de 733 621 €.

En principe, dernière étape d'une contribution supplémentaire en 2018 de 164 360 €.

Ainsi, à partir de 2018, la contribution annuelle de MC s'élèvera donc à 1 062 000 € par an.

A noter qu'à partir de 2017, nous craignons que la contribution au redressement soit supérieure à la dotation.

En 2018, la DGF doit être réformée mais les dispositions qui avaient été votées dans le cadre de la loi de finances 2016 ont été abrogées par la loi de finances 2017. Nous ignorons donc ce que deviendra la future DGF à partir de 2018.

	2016	2017	2018	2019	2020
Montant brut avant ponction de l'État (*)	976 288	878 659	878 659	878 659	878 659
Contribution au redressement des finances publiques (le montant chaque année correspond au cumul depuis 2014 : 1ère année de cette contribution)	-733 621	-897 981	-1 062 341	-1 062 341	-1 062 341
<b>Montant à percevoir ou à reverser</b>	<b>242 667</b>	<b>-19 322</b>	<b>-183 682</b>	<b>-183 682</b>	<b>-183 682</b>

(\*) Hypothèse de réduction de 10 % du montant brut compte tenu de la baisse probable de notre CIF (en 2016 : CIF de la CCPM car le plus élevé des 2) et à cause de la réduction du nombre d'EPCI qui va engendrer des écarts différents par rapport aux indicateurs nationaux moyens

Dotation de compensation :

Cette dotation correspond à l'ancienne part salaires de la Taxe Professionnelle qui aurait dû rester figée mais l'État baisse le montant depuis quelques années alors que Mayenne Communauté verse aux Communes via l'attribution de compensation le montant fixé l'année avant le passage en fiscalité professionnelle unique (2001 pour la CCPM et 2011 pour la CCHL).

	2014		2015		2016	2017	2018	2019	2020
	CCPM	CCHL	CCPM	CCHL	MC	MC	MC	MC	MC
Dotation de compensation (ex part salaires de la TP)	2 279 591	234 300	2 229 840	229 187					
<b>Montant perçu</b>	<b>2 513 891</b>		<b>2 459 027</b>		<b>2 411 443</b>	<b>2 369 243</b>	<b>2 321 858</b>	<b>2 275 421</b>	<b>2 229 912</b>
<b>Perte annuelle</b>			<b>-54 864</b>		<b>-47 584</b>	<b>-42 200</b>	<b>-47 385</b>	<b>-46 437</b>	<b>-45 508</b>
Evolution			<b>-2,18%</b>		<b>-1,94%</b>	<b>-1,75%</b>	<b>-2,00%</b>	<b>-2,00%</b>	<b>-2,00%</b>

### 3) FPIC

On part de l'hypothèse que MC sera éligible de 2017 à 2020 et qu'elle fera partie des 60% des ensembles intercommunaux classés selon un indice synthétique.

Dans le cadre de la répartition de droit commun, MC a perçu en 2016 pour son compte : 327 271 € (part affectée suivant le CIF de 1ère année de fusion (30,94%) qui correspondait au CIF 2015 de la CCPM le plus élevé des 2)

Il convient d'envisager une prévision à la baisse en 2017 pour 2 raisons:

- En 2017, répartition entre MC/Communes selon le CIF réel de MC qui sera plus faible que celui de 2016 donc la part du FPIC 2017 allouée à MC devrait être moindre à ce titre.
- Avec la nouvelle carte intercommunale qui réduit de 40% le nombre d'EPCI, le classement des ensembles intercommunaux selon l'indice synthétique va être bouleversé (60% de l'indice selon le revenu par habitant, 20% de l'indice selon l'effort fiscal agrégé, 20% de l'indice selon le

potentiel financier agrégé par habitant)

Prévision de 2017 reconduite de 2018 à 2020: environ 80% du montant de 2016 soit 260 000 € (– 67 271 €)

#### 4) Autres recettes de fonctionnement

##### Produits d'exploitation

Ce chapitre augmente fortement par rapport à 2016 en raison notamment du centre aquatique vu que des recettes d'activités sont prévues dans la prospective à partir du second semestre 2017 puis une année entière en 2018.

En 2017, est également estimé le remboursement par la Ville de Mayenne des charges de personnel pour les agents transférés dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 à MC alors qu'ils continuent à travailler pour la piscine municipale pendant quelques mois.

Pour les années suivantes : évolution de 1%.

##### Subventions perçues

Au delà de 2017, évolution de 0%.

##### Produits domaniaux

Au delà de 2017, évolution de 0%.

##### Allocations compensatrices

Pour les allocations liées à la Taxe Professionnelle qui servent de variable d'ajustement pour l'État, une baisse chaque année est prévue.

Pour les allocations liées à la Taxe d'Habitation, en 2017, une hausse exceptionnelle de 20 % est prévue en raison de la compensation partielle au titre de la perte de produit TH en 2016 due aux exonérations accordées par l'État dans le cadre du dispositif de « la demi-part ».

Globalement, au-delà de 2017, une baisse de 2% par an est prévue dans la prospective.

##### DCRTP et FNGIR

Ces recettes font partie du panier fiscal qui a remplacé l'ancienne Taxe Professionnelle et doivent rester en principe figées.

##### Taxe de séjour

Elle est instituée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et son produit est estimé à 25 000 € chaque année.

## Orientations 2017-2020 pour les dépenses de fonctionnement

### 1) Charges à caractère général

En 2017, on constate une évolution de plus de 20 % s'expliquant notamment par :

- les charges d'exploitation du centre aquatique (plus de 240 000 €) compensées par une baisse de l'attribution de compensation versée à Mayenne
- des études imputées en fonctionnement pour 200 000 € (tourisme, culture, transfert eau-assainissement, GEMAPI volet gouvernance, PLH, plan bocager, fonderie, traitement de l'air médiathèque...)

Pour les années 2018 à 2020, une évolution de 3 % de ces charges est prévue dans la prospective.

### 2) Charges de personnel

Leur évolution nette entre le réalisé 2016 et la prévision 2017 est de l'ordre de 2 %.

Les principaux événements suivants expliquent une prévision supérieure à 2016 :

- Transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2017 des agents de la piscine municipale dont la charge sera compensée par d'une part, un remboursement par la Ville de Mayenne pour les derniers mois d'exploitation de la piscine municipale et d'autre part par une minoration de l'attribution de compensation de la Ville de Mayenne à partir de l'ouverture du centre aquatique.
- Arrivée des agents précédemment employés par le Pays de Haute Mayenne :
  - \* 2 agents Leader subventionnés à 80 % par Leader pour 1,5 ETP et faisant l'objet d'une participation des 3 autres Communautés.
  - \* 1 agent chargé de mission Croq les mots financé à 80 % par la Région et par les participations des 3 autres Communautés.
- Recrutement d'un 3<sup>e</sup> instructeur ADS financé par les Communes bénéficiant de ce service commun.
- Recrutement d'une animatrice RAM financé à 80 % par la CAF.
- Recrutement de 3 agents par MC sur des postes précédemment Ville (adjoint service voirie, responsable commande publique, gestionnaire finance) faisant l'objet de remboursement par la Ville ou le CCAS dans le cadre des conventions de mutualisation MC/Ville et MC/CCAS.

Pour les années 2018 à 2020, une évolution brute des charges de personnel de 3 % est prévue dans la prospective.

### 3) Contribution au FPIC

En 2016, le territoire de Mayenne Communauté n'était pas contributeur au FPIC.

En 2017, avec les effets de la nouvelle carte intercommunale, notre territoire pourrait devenir contributeur à hauteur de 2€ par habitant.

La contribution de MC est donc estimée pour 2017 et les années suivantes à environ 20 200 €.

Au final, MC percevrait donc en 2017 en net 239 800 € contre 327 271 € en 2016 (perte de 87 471 €).

#### 4) Attribution de compensation

En 2016, l'attribution de compensation versée par MC aux 33 Communes s'élevait à 7 672 906 €.

En 2017, celle-ci sera principalement minorée en raison du transfert de l'exploitation de la piscine de Mayenne au centre aquatique intercommunal sur une période de 6 mois et serait donc ramenée à 7 472 753 €. La CLECT de 2017 procédera à l'évaluation des charges et affinera donc le nouveau montant de l'attribution de compensation.

Cette minoration sera intégrale à partir de l'exercice 2018 pour atteindre un montant estimé à 7 222 753 € sachant que les conclusions de la CLECT permettront de fixer le montant précis.

#### 5) Subventions aux associations

Evolution de 0 % par an.

#### 6) Autres charges de gestion courante

Evolution de 1 % par an au-delà de 2017.

#### Orientations 2017-2020 pour l'investissement

La prospective repose sur un plan pluriannuel d'investissement (PPI) de 2017 à 2020 qui présente un coût global d'investissement de près de 20 millions € dont les principaux projets suivants :



Prévisions globales de 2017 à 2020 du PPI	
	Coût brut investissement
Très haut débit	5 000 000
Centre aquatique	3 450 905
Pôle santé	4 024 924
Restructuration et extension du cinéma	1 924 162
Abords pôle santé	946 544
Abords centre aquatique	227 654
Déviation Moulay Mayenne (solde 2è tranche et 3è tranche)	1 197 000
Actions PLH	1 205 147
Etude SCOT PLUI	562 791
Zone du Bocage	186 000
	<b>18 725 127</b>

Pour les projets pluriannuels, des dépenses ont déjà été réalisées au cours des années antérieures.

La synthèse de l'investissement se présente comme suit :

	2017	2018	2019	2020	TOTAL de 2017 à 2020
<b>TOTAL COUT</b>	<b>10 314 301</b>	<b>5 428 857</b>	<b>3 506 791</b>	<b>719 000</b>	<b>19 968 949</b>
<b>Total subventions et ventes</b>	<b>7 903 859</b>	<b>2 783 500</b>	<b>1 096 194</b>	<b>0</b>	<b>11 783 553</b>
<b>Total FCTVA</b>	<b>939 322</b>	<b>516 210</b>	<b>213 335</b>	<b>123 488</b>	<b>1 792 355</b>
<b>Coût restant pour Mayenne Communauté</b>	<b>1 471 120</b>	<b>2 129 147</b>	<b>2 197 262</b>	<b>595 512</b>	<b>6 393 041</b>

Enseignement de la prospective 2017-2020 (avec un produit supplémentaire annuel de 300 000 € à partir de 2017 issu de la hausse des taux)

Evolution des épargnes

	2017	2018	2019	2020
<b>Epargne de gestion</b> (recettes – dépenses de fonctionnement hors dette)	<b>2 443 163</b>	<b>2 607 096</b>	<b>2 444 238</b>	<b>2 333 790</b>
<b>Epargne brute</b> (épargne des gestion – intérêts)	<b>2 228 384</b>	<b>2 381 040</b>	<b>2 217 182</b>	<b>2 118 530</b>
<b>Epargne nette</b> (épargne brute – capital)	<b>1 602 524</b>	<b>1 744 016</b>	<b>1 568 605</b>	<b>1 457 924</b>

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>RATIO TAUX D 'EPARGNE BRUTE (Epargne brute/Total recettes réelles de fonctionnement)</b>	<b>14,81%</b>	<b>10,07%</b>	<b>10,61%</b>	<b>9,81%</b>	<b>9,29%</b>

La hausse du produit fiscal dès 2017 permet d'améliorer de 2017 à 2020 les 3 épargnes d'au moins 300 000 € par an soit 1 236 482 € sur cette période.

Le ratio du taux d'épargne brute qui représente la part que MC peut dégager pour financer la section d'investissement se situe de 2017 à 2020 aux alentours de 9 - 10 %

La hausse du produit fiscal a permis d'améliorer ce ratio de l'ordre de 1,30 point chaque année.

Toutefois Mayenne Communauté se situe encore dans une zone critique puisque ce ratio doit être supérieur à 12 %.

Le faible niveau de nos épargnes ne permet pas d'envisager de nouveaux emprunts.

#### Comment sont financées les dépenses d'investissement inscrites dans le PPI ?

Mayenne Communauté dispose d'un **résultat de fonctionnement** de 2016 de 7,24 millions mais qui ne peut pas servir à financer l'investissement pour 2 raisons :

- une partie doit être utilisée pour mandater les dotations aux amortissements : environ 1,16 millions en 2017
- le reste du résultat de fonctionnement soit 6 millions doit être conservé par MC comme fonds de roulement.

Une collectivité de notre taille doit disposer d'au moins 6 mois de fonds de roulement, or MC présente justement un fonds de roulement de 6 millions correspondant à 6 mois.

Le coût restant à charge de MC pour honorer le PPI de 2017 à 2020 est de 6,39 millions.

La prévision 2017-2020 des épargnes nettes avec la hausse du produit fiscal en 2017 permettant d'autofinancer le coût du PPI s'élève à 6,37 millions.

Globalement sur les 4 ans, il resterait seulement 20 000 € à financer.

Toutefois, malgré une hausse de fiscalité dès 2017, l'examen par année laisse apparaître les besoins de financement suivants très erratiques:

	2017	2018	2019	2020	TOTAL
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT selon PPI</b>	<b>10 314 301</b>	<b>5 428 857</b>	<b>3 506 791</b>	<b>719 000</b>	<b>19 968 949</b>
Subventions et ventes	7 903 859	2 783 500	1 096 194	0	<b>11 783 553</b>
FCTVA	939 322	516 210	213 335	123 488	<b>1 792 355</b>
Emprunts	0	0	0	0	<b>0</b>
Cessions	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Sous-total recettes investissement</b>	<b>8 843 181</b>	<b>3 299 710</b>	<b>1 309 529</b>	<b>123 488</b>	<b>13 575 908</b>
Epargne nette	1 602 524	1 744 016	1 568 605	1 457 924	<b>6 373 069</b>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>10 445 705</b>	<b>5 043 726</b>	<b>2 878 134</b>	<b>1 581 412</b>	<b>19 948 977</b>
<b>Besoin de financement (-) ou excédent de financement (+) annuel</b>	<b>131 404</b>	<b>-385 131</b>	<b>-628 657</b>	<b>862 412</b>	<b>-19 972</b>
<b>Besoin de financement (-) ou excédent de financement (+) en cumulé</b>	<b>131 404</b>	<b>-253 727</b>	<b>-882 384</b>	<b>-19 972</b>	

Pour faire face au besoin de financement cumulé de 2018 (-253 727), on peut espérer des réalisations plus avantageuses que les prévisions (bases fiscalité, rôles supplémentaires, FPIC...) pour améliorer l'épargne nette et diminuer le besoin de financement.

En 2019, le besoin de financement demeure conséquent (-882 000 € en cumulé) alors qu'en 2020, on devrait être en mesure de redresser la situation avec un quasi équilibre. L'idéal serait de pouvoir décaler des investissements prévus en 2019 mais ceux-ci concernent la 3<sup>e</sup> tranche de déviation et le financement du très haut débit sur lesquels nous n'avons pas vraiment de choix.

Endettement de Mayenne Communauté

	2016	2017	2018	2019	2020
ENDETTEMENT AU 1/01	4 617 767	10 079 352	9 453 492	8 816 468	8 167 891
NOUVEAUX EMPRUNTS	6 016 000	0 000	0 000	0 000	0 000
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	554 415	625 860	637 024	648 577	660 606
ENDETTEMENT AU 31/12	10 079 352	9 453 492	8 816 468	8 167 891	7 507 285
EPARGNE BRUTE APRES CHARGES INDUITES	3 223 801	2 228 384	2 381 040	2 217 182	2 118 530
RATIO DE DESENDETTEMENT (en années)	3,13	4,24	3,70	3,68	3,54

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève à 10 079 352 € après avoir réalisé 6 016 000 € d'emprunts nouveaux en 2016.

Grâce à l'augmentation du produit fiscal en 2017 qui améliore l'épargne brute d'au moins 300 000 € chaque année, l'épargne brute se maintient aux environs de 2 200 000 €.

En conséquence, le ratio de désendettement oscillant entre 4,24 et 3,54 est satisfaisant. Il signifie par exemple, qu'en 2017, il faudrait 4 ans et 3 mois à Mayenne Communauté pour rembourser son encours de dette si elle affectait l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

Pour autant, nos épargnes demeurent trop faibles pour recourir de nouveau à l'emprunt comme en témoigne le ratio du taux d'épargne brute examiné précédemment qui se situe en dessous du seuil acceptable de 12%.

## PARTIE V – L'EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES

### A. Le budget annexe des déchets ménagers

Le budget de fonctionnement 2017 s'élève à 4 300 630 €.

Le budget annexe des déchets ménagers bénéficie pour 2017 d'une reprise de résultat de fonctionnement 2016 très favorable à 659 833 € (contre 328 542,96 € au budget 2016).

Les autres recettes de fonctionnement sont budgétées à hauteur de 1 791 000 € pour les redevances et à 806 713 € pour les soutiens des organismes de retraitement.

L'ensemble de ces recettes financent intégralement les dépenses de la section et permettent de dégager un autofinancement de 689 728 € en 2017.

Les dépenses à caractère général progressent de 2 % par rapport au budget 2016. Les charges de personnel sont budgétées à hauteur de 1 039 450 € et présentent une baisse de 4,8% par rapport au réalisé 2016.

Comme la section de fonctionnement, la section d'investissement bénéficie d'une reprise de résultat 2016 favorable à 499 392 €.

Avec le FCTVA budgété pour 75 000 € et la subvention attendue de l'Adème (53 374 €) et après reprise des reports en recettes et dépenses de 2016, la capacité d'investissement 2017 s'élève à 1 151 000 €.

Sont prévues notamment les dépenses d'investissement ci-après : 115 000 € pour l'acquisition de colonnes semi enterrées, les travaux de pose de CSE nouveaux pour 137 000 €. Ces 2 dépenses sont liées au déploiement de la RI sur le territoire de l'ex CCHL. Sont envisagés les travaux d'extension de la déchetterie de Lassay pour 250 000 €, l'acquisition d'un camion pour 180 000 € et des acquisitions de colonnes de tri pour 24 000 €.

### B. Le budget annexe du SPANC

Le budget de fonctionnement 2017 s'élève à 138 483,50 €.

La reprise de l'excédent de fonctionnement 2016 est de 47 283,50 €. Les recettes de fonctionnement comprennent les redevances pour 70 200 € et 11 000 € d'entretien des installations sur le territoire de l'ex CCHL. Nous attendons 10 000 € de subvention de l'Agence de l'eau au titre de l'animation et de la réhabilitation des installations. Les dépenses sont constituées essentiellement des charges à caractère général pour 43 200 € et des charges de personnel pour 86 120 €.

La section d'investissement 2017 s'équilibre à 30 000 € comprenant une reprise excédentaire de résultat 2016 de 7 390,74 € et l'acquisition d'un véhicule électrique pour 30 000 € financé à hauteur de 17 500 € par l'intermédiaire du fonds "Territoires à énergie positive pour la croissance verte et pour le climat".

### C. Le budget annexe prestations de services

Le budget de fonctionnement 2017 s'équilibre à 628 909 €.

Le reprise de résultat de fonctionnement 2016 est de + 75 928 € . Nous attendons au titre des conventions avec les communes une recette de 552 981 € de la part des 13 communes : Aron, Jublains, La Bazoge Montpinçon, Mayenne, Moulay, St Fraimbault de Prières , Alexain, Belgeard, Commer, Parigné sur Braye, St Germain d'Auxure, Contest et la Haie Traversaine.

Les charges de fonctionnement se répartissent notamment en des charges à caractère général pour 183 250 € et des charges de personnel pour 370 000 €.

A la section d'investissement seront inscrites des dépenses de matériel pour 4 000 € ( une cuve + un compresseur ) ainsi qu'un fonds de concours de 90 600 € à verser à la Ville de Mayenne dans le cadre des travaux d'installation au centre technique de la Ville de Mayenne. Les recettes d'investissement sont constituées de la cession du local d'Aron pour un montant de 150 000 €.

### D. Le budget annexe leader

A compter de cet exercice 2017, Mayenne Communauté assure la gestion du GAL LEADER par le biais d'un budget annexe dédié.

Ce budget s'équilibrera en dépenses et recettes de fonctionnement à hauteur de 84 000 € dont 62 750 € consacré aux dépenses de personnel ( 1,5 ETP). Les recettes seront constituées des participations des 3 EPCI adhérentes pour un montant estimé de 18 400 € et de la participation du budget communautaire (leader) pour 65 600 €.

### E. Les budgets annexes des zones d'activités

En 2017, 2 budgets annexes de zones enregistreront des écritures pour des acquisitions de terrains.

Le budget de la zone du Horps supportera l'acquisition de parcelles d'une surface totale de 9 546 m<sup>2</sup> à la Commune du Horps pour un montant de 66 822 € .

Le budget de la zone de Lassay les Châteaux supportera l'acquisition de parcelles d'une surface totale de 26 813 m<sup>2</sup> pour un montant de 180 000 €.

Ci après les résultats 2016 des autres budgets annexes de zones ayant enregistré des écritures en 2016.



BA des ZA	Résultat cumulé fin 2012	Résultat cumulé fin 2013	Résultat cumulé fin 2014	Résultat cumulé fin 2015	Investissement 2016			Fonctionnement 2016		
					Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Résultat
HARAS	-4 721,41	-196 002,58	94 909,83	36 944,24	25 362,11	25 227,11	-135,00	62 306,35	62 306,35	0,00
COULONGES	607,53	-1 469,27	-403,01	3 378,00	764 215,06	763 804,06	-411,00	760 837,06	760 837,06	0,00
BERRY	-21 677,91	359 765,92	89 505,89	35 295,07	300 838,76	299 928,76	-910,00	265 543,69	265 543,69	0,00
POIRSAC 3	-476,80	-1 749,25	132 190,60	-17,58	465 914,34	514 904,56	48 990,22	514 968,64	491 004,36	-23 964,28
MONTRIEUX	-174,66	-1 475,07	-31 571,78	6 346,84	225 914,20	225 729,20	-185,00	219 567,36	219 567,36	0,00
LA LANDE	-18 572,77	-3 359,76	-191,00	-8 671,05	935 609,73	935 413,73	-196,00	926 938,68	926 938,68	0,00
ORGERIE	15 865,00	-541,42	-257,00	-247,00	594 842,06	594 589,66	-252,40	594 595,06	594 595,06	0,00
ZA DD	-254 055,54	-738,86	205 027,00	-1 401,00	488 966,09	488 417,64	-548,45	487 565,09	487 565,09	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>-283 206,56</b>	<b>154 429,71</b>	<b>489 210,53</b>	<b>71 627,52</b>	<b>3 801 662,35</b>	<b>3 848 014,72</b>	<b>46 352,37</b>	<b>3 832 321,93</b>	<b>3 808 357,65</b>	<b>-23 964,28</b>

Ces résultats 2016 , excédentaires et déficitaires, feront l'objet en 2017 d'une reprise par le budget général. En section de fonctionnement, seront inscrits les déficits pour 25 965 € ( contre 84 758 € en 2016) des budgets annexes de zones .

En section d'investissement du budget général les excédents des budgets annexes de zones seront inscrits en recettes pour 48 990 € (contre 129 778 € en 2016) et en dépenses pour 2 638 € ( contre 10 678 € en 2016) .

Ces écritures seront retraduites en 2017 par chaque budget annexe correspondant.